



ÉVOLUTION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Numéro 70 | Février 2023

*Entre la guerre à l'Est du pays, la problématique de la crédibilité du processus électoral
et l'accumulation des déficits publics : quelles perspectives pour la RDC ?*

Kinshasa, RDC

EDITEUR RESPONSABLE

MATATA PONYO Mapon

SUPERVISION

LOKOTA ILONDO Michel – Ange
NTAGOMA KUSHINGANINE Jean-Baptiste

REDACTION

LUBAMBA NGIMBI Hector
MUYOMBO USENI Justin
WAULA LUZINGU Sacré

CONTRIBUTION A L'ENCADRE

BOKA MABELE David

**CONCEPTION GRAPHIQUE
ET MISE EN PAGE**

MANZAMBI Moïse

CONGO CHALLENGE
L E M E N S U E L

ÉVOLUTION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

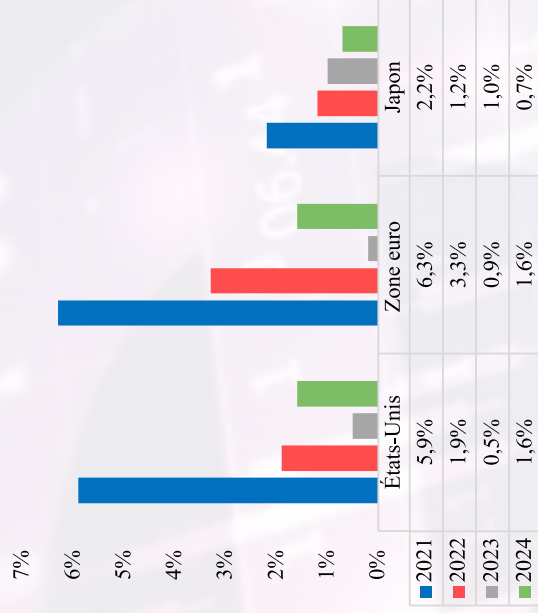
Numéro 70 | Février 2023

*Entre la guerre à l'Est du pays, la problématique de la crédibilité du processus électoral
et l'accumulation des déficits publics : quelles perspectives pour la RDC ?*

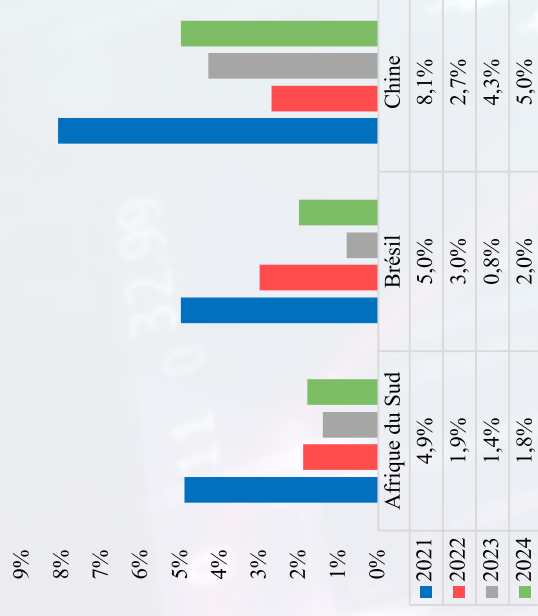
Kinshasa, RDC

Projections de la croissance économique dans le monde

Pays développés



Pays en développement



Sommaire

Ce que je pense	6
Résumé exécutif	9
Contexte international	11
Croissance économique	11
Inflation	12
Marché financier	13
Marché des changes	15
Marché des produits stratégiques	17
Commerce international	19
Contexte national	25
Evolution de l'économie nationale	25
Activité économique	27
Dynamique des prix	28
Taux de change et réserves de change	30
Finances publiques	31
Evolution de la situation politique	32
Perspectives politiques et économiques	45



Matata Ponyo Mapon

Ce que je pense

Le processus électoral, est-il crédible ?

Ce que je pense est que les élections constituent un volet important de la gouvernance politique, car elles permettent à la population de choisir des dirigeants compétents capables de contribuer au développement du pays. En République Démocratique du Congo, les élections sont ouvertes à tous ceux qui répondent aux conditions décrites dans la loi électorale, et sont censées se dérouler tous les cinq ans. Elles ont permis aux Congolais de choisir plusieurs fois le président de la République ainsi que les députés nationaux et provinciaux. En principe, ce processus devrait également s'étendre aux conseillers municipaux et aux représentants des localités. Cependant, faute essentiellement de volonté politique, les élections ne se sont jamais étendues à ce niveau et risquent de ne jamais se réaliser. En l'absence d'élections, les dirigeants s'arrogent subtilement le pouvoir du peuple et nomment des bourgmestres ainsi que des chefs de localités qui leur sont favorables, dans le but de mieux contrôler l'appareil étatique à la base. Ils évoquent souvent le manque de moyens financiers pour masquer leurs véritables motivations politiques.

Ce que je pense est que le processus électoral en cours est entaché de nombreuses irrégularités qui ne peuvent pas produire des résultats acceptables par tous. Bien que la loi électorale ait été votée par les deux chambres du Parlement, elle n'a pas intégré toutes les propositions de l'opposition. L'élection présidentielle se déroule toujours en un seul tour, plutôt qu'en deux tours comme proposé par l'opposition. La composition de la Commission électorale indépendante (CENI) chargée d'organiser le processus électoral n'a pas été conforme aux textes qui la régissent. Les représentants des deux principales églises du pays, l'église catholique et protestante, se sont retirés du processus de composition de la CENI en raison d'irrégularités flagrantes. Le président de la CENI

a été pratiquement imposé à son poste par le pouvoir politique en place. Le plus grand groupement politique de l'opposition, le Front Commun pour le Congo (FCC) du Président honoraire Joseph Kabila Kabange, s'est retiré du processus.

Pour cette structure, le processus est totalement irrégulier. Elle réclame, comme l'ensemble de l'opposition, que la CENI soit recomposée. Les mêmes préoccupations concernent la composition actuelle de la Cour constitutionnelle, chargée notamment de valider les résultats des élections qui doivent être proclamés par la CENI. Ici encore, les membres de la Haute Cour ont été nommés en violation flagrante de la Constitution et d'autres textes légaux en la matière. De plus, la majorité des membres nommés sont proches du pouvoir politique et obéissent souvent aux injonctions de ce dernier. Cette dépendance du pouvoir judiciaire a été à l'origine d'un scandale juridique qui a discrédité la plus haute juridiction du pays, il y a trois mois. En effet, en l'espace d'une année, cette Cour a émis deux arrêts contradictoires sur la même matière sans aucun élément nouveau.

En l'occurrence, la Cour s'est déclarée compétente en novembre 2022 pour juger un ancien Premier ministre, alors qu'elle s'était déclarée incompétente une année auparavant. Entre les deux décisions, la majorité des juges est restée la même, en dépit du fait que la Cour dispose d'un nouveau juge président davantage propouvoir, le précédent ayant été évincé pour avoir dit le bon droit. Que ferait-on s'il advenait que la Cour émette deux arrêts contradictoires pour l'élection d'un président de la République ? Par ailleurs, le processus d'enrôlement des électeurs, qui a débuté il y a près de deux mois à travers le pays, souffre de nombreuses



insuffisances telles que des pannes fréquentes de machines, des coupures d'électricité dans certains endroits empêchant le fonctionnement des machines, un nombre insuffisant de machines par rapport au nombre de personnes à enrôler, une faible qualité des cartes imprimées, un délai d'enrôlement insuffisant, etc.

Ce que je pense est que le processus électoral actuellement mené par la CENI n'inspire pas la confiance d'une grande partie de la population, et encore moins des différents acteurs politiques, en particulier ceux de l'opposition. Les deux principales églises du pays, catholique et protestante, sont également très préoccupées. Elles ont vivement critiqué la découverte de certains équipements de vote, tels que des fiches et des cartes d'électeurs, dans le véhicule accidenté d'un député national appartenant à l'Union sacrée, un regroupement politique soutenant le président de la République. On craint que la situation catastrophique qui s'est produite en décembre 2018 à la suite des élections présidentielle et législatives ne se reproduise. En effet, une bonne partie des personnes proclamées "vainqueurs" des élections n'ont pas été effectivement élues.

En un mot, les résultats proclamés par la CENI et confirmés par la Cour constitutionnelle n'ont pas été totalement conformes aux résultats des urnes. Cette situation est préjudiciable à la démocratie et peut entraîner des troubles sociaux si elle se reproduit en décembre 2023. En effet, il est peu probable que la population demeure indifférente à un tel résultat, contrairement à ce qui s'est passé en décembre 2018. L'accalmie précédente était justifiée notamment par le fait que la population avait obtenu le changement du régime politique qu'elle cherchait à tout prix. Par

contre, si en décembre 2023 la population n'obtient pas le changement qu'elle escompte à l'issue du vote, sa réaction risque d'être imprévisible. D'où l'importance et l'urgence pour le gouvernement de prendre des actions devant rétablir la crédibilité du processus électoral en cours. La CENI et la Cour constitutionnelle méritent d'être recomposées conformément aux lois du pays. L'opération d'enrôlement en cours d'exécution nécessite d'être recrédibilisée. Si toutes ces recommandations ne sont pas prises en compte, les élections, si elles ont lieu en décembre 2023, n'atteindront nullement leur objectif, celui de permettre à la population de se choisir des dirigeants qu'elle veut et mérite. Le pouvoir aura alors, comme en 2018, dilapidé 500 à 600 millions de dollars américains qui auraient dû servir à la construction des infrastructures de plusieurs natures dont le pays a cruellement besoin pour son développement. Enfin, il est important de souligner que le manque de dirigeants de qualité impacte négativement et directement tous les compartiments de la vie nationale d'un pays. Des élections non crédibles hypothèquent donc l'avenir de tout un pays.

Kindu, le 27 février 2023.

Résumé exécutif

Situation économique

- **Au niveau international**, les projections du Fonds Monétaire International révèlent que la croissance économique mondiale ralentira à 2,9% en 2023, avant de remonter à 3,1% en 2024. La levée totale des restrictions sanitaires en Chine constitue le facteur ultime pour une reprise économique plus rapide que prévu.
- S'agissant de l'inflation, les prévisions de l'OCDE indiquent qu'elle fléchira à 6,6% au cours de l'année 2023, mais restera nettement supérieure aux niveaux pré-Covid jusqu'en 2024. Par conséquent, la politique monétaire devra s'employer pour rétablir la stabilité des prix et la politique budgétaire sera appelée à atténuer les pressions sur le coût de la vie.
- Au cours du mois de février 2023, les indices boursiers ont globalement chuté. Ces faibles performances boursières sont tributaires aux mesures de durcissement monétaire levées par les banques centrales pour lutter contre l'inflation induite par la guerre russo-ukrainienne.
- Sur le marché international des changes, le dollar américain s'est apprécié par rapport à l'euro et à la livre sterling durant ce mois de février 2023, en raison principalement de la volonté de la Fed à poursuivre sa politique de hausse des taux. Du côté du continent asiatique, le yuan chinois a également reculé face au billet vert, et cet état des choses peut être aggravé par le ralentissement de l'économie mondiale qui menace les exportations en Chine.
- En ce qui concerne les matières premières, les cours du cuivre ont affiché une tendance à la baisse durant le mois de février 2023, sur fonds des inquiétudes relatives au ralentissement économique mondial. Les prix de l'or ont également fléchi à la suite des tensions à la hausse sur les marchés obligataires américains. Sur le marché du pétrole brut, les cours ont consolidé leur tendance baissière, eu égard aux anticipations économiques négatives liées à la récession.
- Avec la projection d'un ralentissement de l'activité économique mondiale en 2023, il faut s'attendre à ce que ces sombres perspectives impactent négativement l'évolution du commerce international. Les statistiques de la CNUCED renseignent que le volume du commerce des marchandises devra croître de 1,0% en 2023, alors que la croissance enregistrée en 2022 était de l'ordre de 3,4%. Les politiques de durcissement monétaire et l'imprévisibilité du conflit russo-ukrainien devraient aggraver la nature pessimiste de ces perspectives commerciales.
- **Au niveau national**, comme le mois précédent, le cadre macroéconomique s'est détérioré. En effet, la monnaie nationale s'est légèrement dépréciée de 0,24% sur le marché interbancaire et de 4,16% sur le marché parallèle. Au cours du même mois, l'économie nationale a enregistré des variations positives des taux d'inflation comparativement au mois précédent. L'inflation cumulée a augmenté de 40,72% en s'établissant à 3,58% à la troisième semaine de février 2023 contre 2,54% un mois plus tôt. De même, l'inflation en glissement annuel a progressé de 4,16% en se situant à 16,27% à la troisième semaine de février 2023 contre 15,47% le mois précédent.
- Du côté des finances publiques, le Trésor public a enregistré, à la troisième semaine du mois de février 2023, un déficit de 167 002,00 millions de CDF. Ce déficit résulte d'un niveau de dépenses de 983 291,00 millions de CDF contre de recettes de 816 289,00 millions de CDF. Toutefois, il convient de signaler que les données disponibles se rapportent à la troisième semaine du mois et pourraient évoluer à la clôture du mois, notamment avec la poursuite de l'opération de paie des fonctionnaires.
- Enfin, l'actualité économique du mois de février 2023 a été marquée par plusieurs faits notables. Plus explicitement, ces faits sont présentés comme ci-dessous : (i) les recommandations du FMI sur les réformes de haute priorité à mettre en place par le gouvernement congolais à l'issue du diagnostic réalisé sur la gestion des investissements publics en RDC ; (ii) les inquiétudes du gouvernement congolais suite à la baisse du prix de cobalt ; et (iii) le dépôt du rapport d'audit d'assainissement des prix des produits pétroliers auprès du ministre de l'économie nationale.



Situation politique

Le mois de février 2023 aura été particulièrement marqué par les faits politiques ci-après : (i) la visite du Pape François en RDC ; (ii) des questionnements sur l'impact de la force régionale de l'EAC à l'Est de la RDC ; et (iii) le forum pour l'Unité, la Cohésion et le Développement du Maniema.

En effet, le chef de l'Église catholique a entamé le mardi 31 janvier 2023 une tournée de cinq jours sur le continent africain. Avant de se rendre au Soudan du Sud, le pape François s'est d'abord rendu en République démocratique du Congo.

Sa visite était historique et très attendue. Le mardi 31 janvier 2023, pour son quarantième voyage apostolique, le pape François s'est rendu sur le continent africain. Première étape de ce voyage : Kinshasa, la capitale de la République démocratique du Congo. Une visite de quatre jours aux multiples enjeux dans ce pays d'Afrique centrale, et non des moindres, la RD Congo étant le plus grand pays catholique du continent.

Ce voyage devait initialement avoir lieu en juillet 2022. Mais il avait été reporté, selon le Vatican, en raison de douleurs au genou du souverain pontife, aujourd'hui âgé de 86 ans. Cette visite était la première pour un pape dans le pays depuis Jean-Paul II, il y a 37 ans.

En plus, le Chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, a ouvertement critiqué la direction de l'Union africaine (UA) sous la direction de Macky Sall, président sénégalais. Pour le président congolais, l'Union Africaine se limite à des déclarations et reste indifférents face aux vrais problèmes dans les conflits africains.

C'est ce lundi 30 janvier 2023, au cours de son discours de vœux au corps diplomatiques accrédités en RDC que Félix Tshisekedi a également appelé les Nations Unies à sanctionner le Rwanda sur l'agression que subit la RDC dans l'Est. « Le peuple congolais refuse d'admettre que l'UA et les communautés régionales peinent

souvent à éteindre les foyers de tensions en Afrique se limitant à des déclarations et des formules peu suivies des faits ou dans les pires des cas se font indifférentes là où elles devraient rapidement agir pour faire avancer le développement du continent », a déclaré en substance Félix Tshisekedi.

Félix Tshisekedi a ainsi demandé à l'ONU d'infliger des sanctions individuelles et collectives aux autorités rwandaises, aux terroristes du M23 ainsi qu'à l'Etat rwandais. « Les vrais enjeux de l'agression de la RDC par le Rwanda sont économiques et hégémonistes (...), que tout le monde sache, hier, aujourd'hui et demain qu'aucune génération de mes compatriotes ne cédera un centimètre carré du territoire national à quiconque », a expliqué Félix Tshisekedi.

Enfin, le Forum pour l'unité, la cohésion et le développement des filles et fils du Maniema s'est ouvert le mardi 14 février 2023, à Kindu, chef-lieu du Maniema, sous la facilitation de Mgr François Abeli, évêque du diocèse de Kindu.

Près 500 personnes originaires du Maniema ont participé à ce forum de deux jours (du 14 au 15 février 2023) qui s'est déroulé dans l'amphithéâtre Mapon de l'université de Kindu avec objectif de réfléchir sur la marche de la province en vue de son décollage. Soucieux pour l'unité, la cohésion et le développement des filles et fils de leur province natale, les deux grands notables du Maniema, Emmanuel Ramazani Shadary et Augustin Matata Ponyo Mapon se sont réconciliés.

Cette réconciliation entre les deux frères natifs de Kabambare en froid depuis les élections de 2018 a été rendue possible grâce à l'implication du professeur Ngumbi Casimir qui, lors de la cérémonie, a demandé aux deux figures emblématiques du Maniema de se tenir debout, se serrer la main puis des accolades. Signalons que c'est le premier fruit du forum pour l'unité, la cohésion et le développement des filles et fils du Maniema.

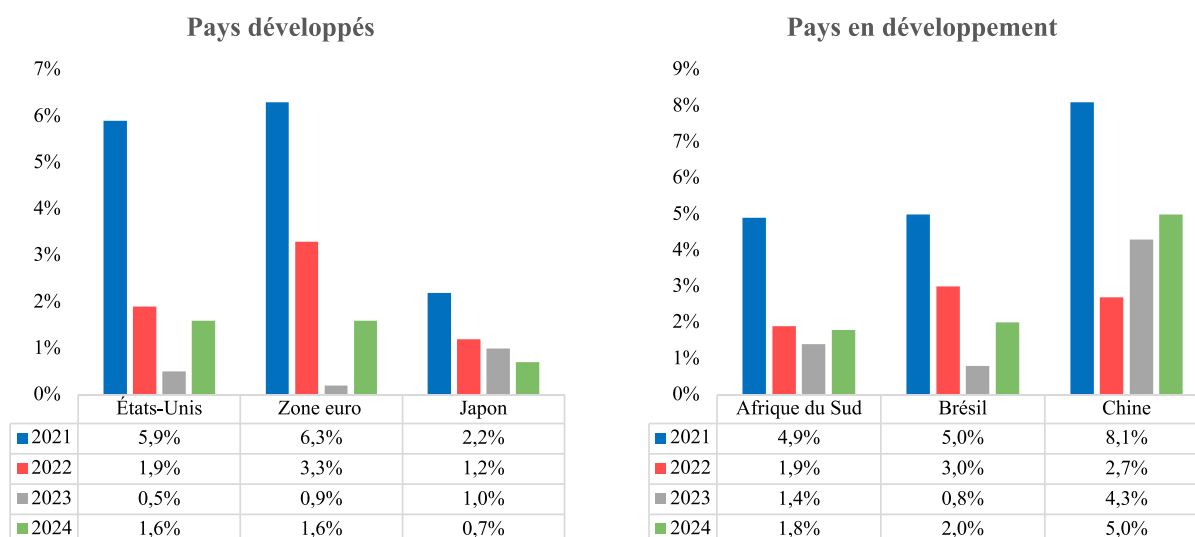
1. Contexte international

I.1. Croissance économique

Les prévisions du Fonds Monétaire International (FMI) indiquent que la croissance économique mondiale devrait ralentir à 2,9% en 2023, avant de remonter à 3,1% en 2024. Le relèvement des taux d'intérêt par les banques centrales pour juguler l'inflation causée par la

guerre opposant l'Ukraine à la Russie a fortement pesé sur cette dynamique baissière de l'activité économique. Ainsi, les risques de dégradation des perspectives économiques continueront de dominer le long de l'année 2023 (cf. Figure 1).

Figure 1 » PROJECTIONS DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DANS LE MONDE



Source : Fonds Monétaire International.

La Figure 1 révèle que les économies avancées devront expérimenter une récession assez profonde en 2023, alors que les économies émergentes seront plutôt dans une situation de stagnation au cours de cette même année (excepté la Chine). Compte tenu du risque que représente le resserrement des conditions financières évoqué plus haut, il faudrait envisager le soutien

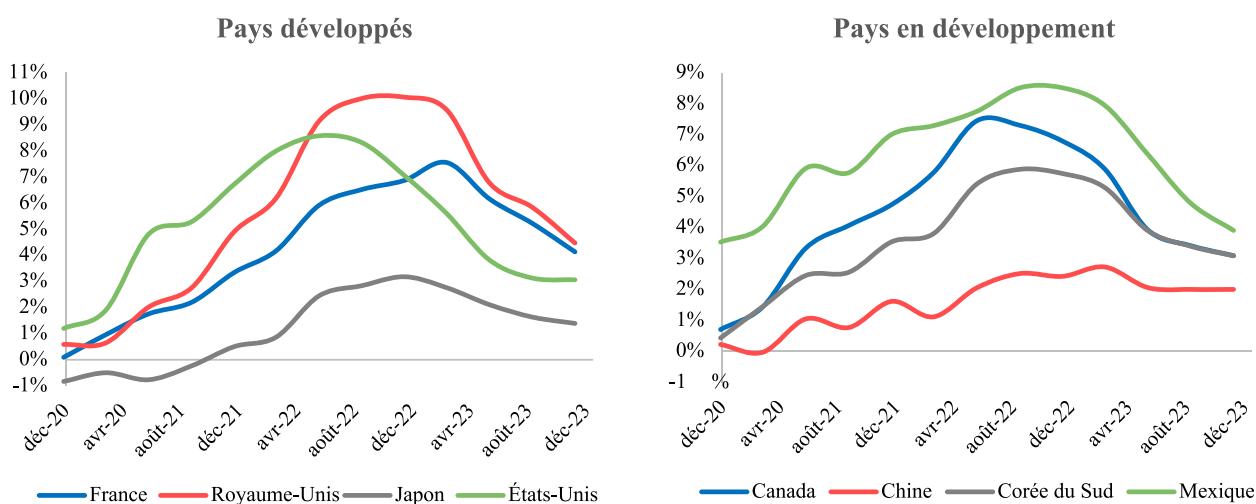
budgétaire ciblé sur les ménages les plus touchés par la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, mais également des mesures d'allègement fiscal pour soulager les entreprises. Toutefois, l'ouverture totale des frontières en Chine stimulerait en dernier ressort une reprise économique plus rapide qu'anticipé, particulièrement à partir de l'année 2024.

I.2. Inflation

Après avoir atteint des niveaux records en 2022, la dynamique haussière de l'inflation est appelée à s'atténuer au cours de l'année 2023. L'anticipation d'une baisse de la demande des produits manufacturés ainsi que les efforts d'amélioration des chaînes d'approvisionnement mondiales figurent parmi

les facteurs susceptibles d'expliquer ce processus de désinflation. À titre indicatif, les statistiques de l'OCDE renseignent que l'inflation mondiale devrait décliner en passant de 8,9% en 2022 à 6,6% en 2023. Toutefois, ces projections restent nettement supérieures aux niveaux enregistrés avant la pandémie.

Figure 2 » PRÉVISIONS DU TAUX D'INFLATION DANS LE MONDE



Source : OCDE.

À la suite des tendances à la hausse observées entre 2021 et 2022, la Figure 2 indique que ces pressions sur les prix devront s'amortir à partir de 2023, bien que supérieures aux cibles des banques centrales. Les politiques de relèvement des taux, entraîneront une augmentation du coût des emprunts pour les entreprises et épongeront les ressources financières

des ménages. Il y a donc nécessité que la politique monétaire continue de s'employer à rétablir la stabilité du niveau général des prix, et que la politique budgétaire s'attache à soulager les tensions sur le coût de la vie que subissent les populations les plus vulnérables à la détérioration du pouvoir d'achat.



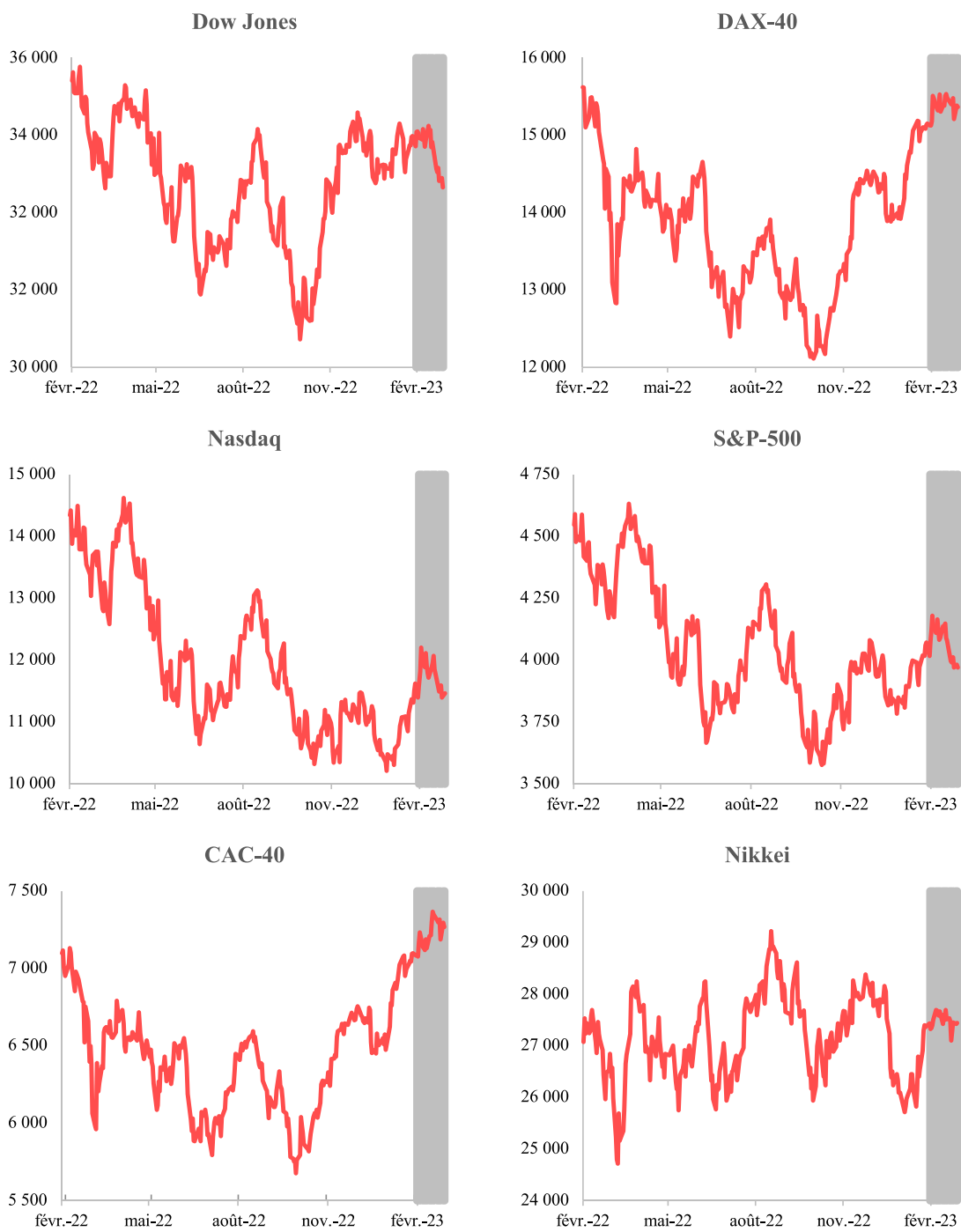
I.3. Marché financier

Après l'ascension observée au cours du mois précédent, les marchés boursiers ont affiché des tendances baissières durant ce mois de février 2023. Sur le Wall Street, le Dow Jones, le S&P-500 et le Nasdaq ont respectivement atteint à la dernière semaine du mois en cours des niveaux de 32 655 points, 3 970 points et 11 465 points. Du côté du continent européen, il s'est constaté une légère stagnation des indices boursiers. Sur la bourse de Paris, le CAC-40 a fluctué au tour d'un niveau de près de 7 190 points ; et sur la bourse de Francfort, le niveau moyen s'est évalué à environ 15 210 points pour l'indice le DAX-40. La bourse de Tokyo a également été caractérisée par cette même dynamique à la baisse, l'indice japonais Nikkei ayant atteint un creux avoisinant 27 100 points en fin février 2023.

Ces chutes des indices boursiers s'expliquent par les politiques de durcissement monétaire menées les banques centrales pour freiner les hausses des prix observées à la suite du conflit russo-ukrainien. L'appréciation du dollar américain qui s'en est suivie a ralenti la demande d'actifs boursiers et a entraîné par ricochet la baisse de leurs cours. Ainsi, le préalable pour l'amélioration du niveau de confiance financière demeure l'instauration des conditions économiques post-guerre favorables à la croissance, lesquelles devront être en mesure de dissuader les plans de resserrement quantitatif prônés par les banques centrales pour lutter contre l'inflation.



Figure 3 » ÉVOLUTIONS JOURNALIÈRES DES PRINCIPAUX INDICES BOURSIERS



Source : Macrotrends.



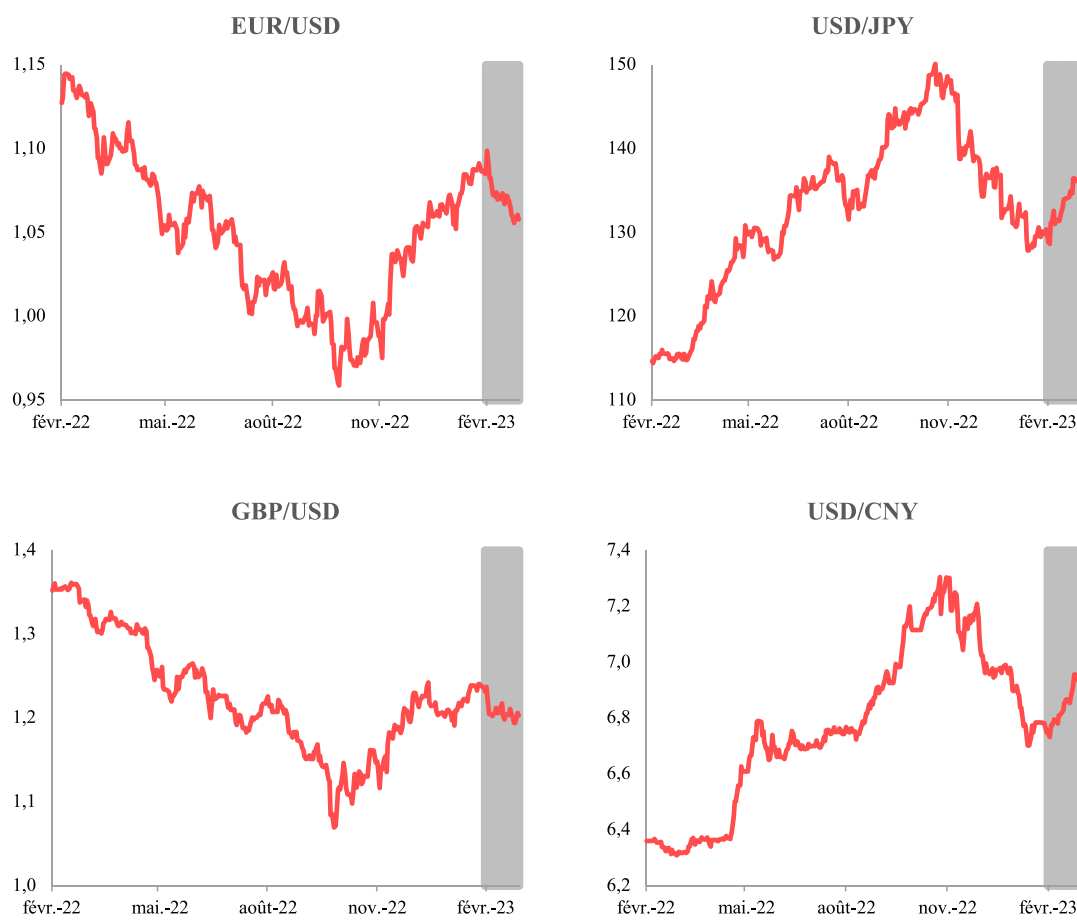
I.4. Marché des changes

À la suite de l'effondrement des gains des actifs boursiers, étant donné la volonté de la Fed à poursuivre sa politique monétaire restrictive, la demande de liquidités pour la valeur refuge que représente le dollar américain a été stimulée. Par conséquent, la devise américaine s'est significativement appréciée vis-à-vis aussi bien de l'euro que de la livre sterling durant ce mois de février 2023. À la clôture du mois, la devise européenne s'est évaluée à 1,06 EUR/USD, alors que la devise britannique a atteint près de 1,19 GBP/USD.

Du côté du continent asiatique, la courbe du yen japonais a été croissante le long du mois courant, reflétant la dépréciation de la devise japonaise par rapport au billet vert, et ce, en raison notamment de la hausse des taux obligataires américains. À Pékin, la devise chinoise a également subi l'offensive du billet vert. Ce repli du yuan chinois devrait être aggravé par le ralentissement de l'économie mondiale, lequel constitue une menace pour les exportations chinoises car susceptible de contracter l'activité manufacturière en Chine.



Figure 4 » ÉVOLUTIONS JOURNALIÈRES DES PRINCIPAUX COURS DE CHANGES



Source : Macrotrends.



I.5. Marché des produits stratégiques

- Cuivre

Après avoir transitoirement augmenté le mois précédent en raison de l'assouplissement des restrictions sanitaires en Chine, les cours du cuivre ont confirmé leur tendance globalement baissière durant ce mois de février 2023. En effet, à la dernière semaine du mois en cours, les prix du métal rouge ont affiché un creux de 8 723 USD la tonne métrique. Cet état des choses est susceptible d'être attribué aux inquiétudes liées à la récession économique, les cours de cette matière première étant une mesure fiable de la santé économique mondiale.

Figure 5 » ÉVOLUTION JOURNALIÈRE DU COURS DU CUIVRE (EN USD PAR TONNE)



Source : Macrotrends.

- Or

Après avoir augmenté de façon continue le long des trois derniers mois, les cours de l'or ont chuté durant le mois de février 2023. À la clôture de ce mois, l'or s'est évalué à environ 1 810 USD l'once. Les tensions à la hausse sur les marchés américains des obligations auraient épongé l'attrait du métal jaune. En effet, l'appréciation du billet vert a conduit à une faible attractivité de l'or comme réserve de valeur, eu égard à la corrélation négative qui existe entre la devise américaine et le métal jaune. Cette situation devrait persister aussi longtemps que la Fed demeurera déterminée à combattre l'inflation causée par l'accroissement des prix des biens alimentaires et de l'énergie.

Figure 6 » ÉVOLUTION JOURNALIÈRE DU COURS DE L'OR (EN USD PAR ONCE)



Source : Macrotrends.

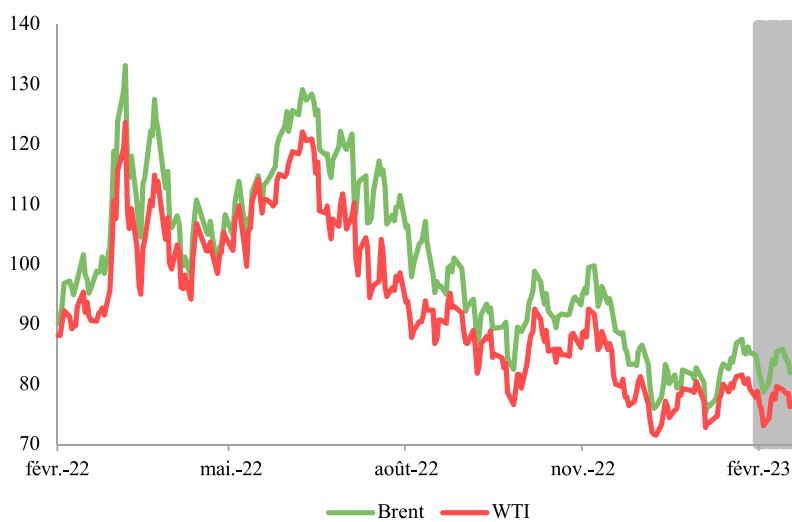
- Pétrole

Tout au long du mois de février 2023, la trajectoire des cours du pétrole brut a révélé deux dynamiques formant une courbe en U-renversé. Dans un premier temps, les prix ont accusé une tendance haussière au cours de la première moitié du mois, atteignant ainsi des pics de 85 USD le baril et 80 USD le baril respectivement sur le marché européen (Brent) et le marché américain (WTI).

Cette hausse peut être attribuée aux anticipations d'une relance de la demande chinoise, vu la modération de sa politique anti-Covid. Par la suite, la seconde moitié du mois a été caractérisée par une nouvelle chute des cours

attribuable à la hausse des stocks de pétrole aux États-Unis, mais aussi aux préoccupations concernant le resserrement monétaire agressif des banques centrales qui augmente les risques de récession mondiale.

Figure 7 » ÉVOLUTION JOURNALIÈRE DES COURS DU PÉTROLE (EN USD PAR BARIL)



Source : Macrotrends.



I.6. Commerce international

Les statistiques de la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED) projettent un ralentissement du volume du commerce international au cours de l'année 2023. Dans une situation où les perspectives de croissance de l'économie mondiale continueront d'être revues à la baisse, il se ressentira un impact négatif sur la dynamique des échanges commerciaux. Les données de

la CNUCED indiquent que le volume du commerce des marchandises devra croître de 1,0% en 2023, alors que la croissance enregistrée en 2022 était de l'ordre de 3,4%. Parmi les facteurs mis en évidence pour expliquer cette récession, l'on note la hausse des prix de l'énergie, le durcissement des conditions financières, et l'incidence des tensions géopolitiques en Ukraine.

Figure 8 » CROISSANCE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source : CNUCED.

De l'examen de la Figure 8, il ressort que la demande d'importations devrait faiblir sous l'effet du ralentissement des économies occidentales. En Europe, l'augmentation des prix de l'énergie résultant de la guerre russo-ukrainienne entraînera une compression des dépenses des ménages et une augmentation des coûts dans le secteur manufacturier. En Amérique du Nord, le resserrement de la politique monétaire aura des répercussions sur les dépenses sensibles aux taux d'intérêt dans les domaines du logement, de l'automobile et de l'investissement en capital fixe. En Asie, la recrudescence de la Covid-19 occasionnera la diminution de sa demande en minerais stratégiques,

étant la première industrie de la planète. Enfin, le gonflement des factures d'importation des produits alimentaires en Afrique et en Amérique latine pourrait se traduire par une insécurité alimentaire et un surendettement au sein de ces économies en développement. Si ces facteurs inhibiteurs se consolident le long de l'année 2023, les prévisions pessimistes sur l'évolution des transactions commerciales dans le monde pourraient faire l'objet d'une nouvelle révision à la baisse, étant donné l'incertitude relative à l'évolution de la politique monétaire dans les économies avancées, mais également au regard de la nature imprévisible des actions russes dans le conflit contre l'Ukraine.



Encadré 1. Evolution récente et future de la microfinance dans le monde et en Afrique subsaharienne

La microfinance a été un outil essentiel pour fournir des services financiers aux ménages à faible revenu et aux petites entreprises dans les pays en développement. Elle a parcouru un long chemin depuis sa création dans les années 1970. Au cours des dernières décennies, la microfinance a connu des changements importants et a évolué pour devenir plus inclusive et diversifiée dans ses offres. Le secteur de la microfinance s'est considérablement développé au fil des ans, touchant des millions de personnes dans le monde entier. Il a gagné en popularité en tant que moyen de promouvoir l'inclusion financière et la réduction de la pauvreté. Dans cet article, nous examinerons les tendances récentes de la microfinance, en nous concentrant spécifiquement sur l'Afrique subsaharienne, et nous donnerons un aperçu des tendances futures du secteur. Malgré les progrès réalisés dans le secteur, il reste encore beaucoup à faire, notamment en Afrique subsaharienne, où un grand pourcentage de la population n'est toujours pas bancarisé.

I. Tendances récentes de la microfinance

Les tendances récentes en matière de microfinance montrent que le secteur a poursuivi sa croissance, malgré les défis posés par la pandémie de COVID-19. Selon un rapport du Baromètre de la microfinance, le secteur mondial de la microfinance a connu une augmentation du nombre de clients servis, atteignant 140 millions à la fin de 2020, soit une augmentation de 7 % par rapport à l'année précédente. Le rapport a également montré que la valeur totale des prêts déboursés par les institutions de microfinance (IMF) a augmenté de 12 % en 2020, pour atteindre 136 milliards de dollars.

L'Afrique subsaharienne reste la région qui compte le plus grand nombre de clients de la microfinance, avec 54 millions de clients servis par les IMF en 2020, soit une augmentation de 8 % par rapport à l'année précédente. Cela n'est pas surprenant étant donné le niveau élevé de pauvreté et d'exclusion financière de la région. Cependant, la pandémie a eu un impact significatif sur le secteur de la microfinance en Afrique, de nombreuses IMF étant confrontées à des niveaux accrus de risque et d'incertitude.

La pandémie a également souligné l'importance des services financiers numériques dans le secteur de la microfinance. Les gens ayant été contraints de rester chez eux et les entreprises ayant dû fermer leurs sites physiques, de nombreuses IMF ont dû adopter des canaux numériques pour continuer à servir leurs clients. L'utilisation des plateformes numériques et de l'argent mobile a considérablement augmenté en Afrique, offrant aux IMF la possibilité d'atteindre davantage de clients et de réduire leurs coûts opérationnels.

Outre les services financiers numériques, d'autres tendances dans le domaine de la microfinance comprennent l'importance croissante accordée à la protection des clients et à la gestion des performances sociales. De nombreuses IMF ont reconnu l'importance de protéger leurs clients du surendettement et des autres risques associés à la microfinance. En conséquence, on observe un intérêt croissant pour la gestion de la performance sociale, qui implique le suivi et l'évaluation de l'impact social des institutions de microfinance.

Une autre tendance dans le domaine de la microfinance est l'utilisation croissante de modèles alternatifs de notation de crédit. Les modèles traditionnels de notation du crédit ne sont souvent pas adaptés aux clients de la microfinance, qui peuvent ne pas avoir d'antécédents de crédit formels ou de garanties. Les modèles alternatifs d'évaluation du crédit, tels que ceux basés sur les données d'utilisation des téléphones portables, se sont révélés prometteurs pour fournir aux IMF une évaluation plus précise de la solvabilité d'un client.

Le secteur de la microfinance a connu d'importants changements ces dernières années. Le secteur est devenu plus inclusif et diversifié, offrant une gamme de produits et de services financiers à des personnes de tous niveaux de revenus. Voici quelques-unes des tendances récentes de la microfinance :

- 1. Progrès technologiques :** La technologie a transformé le mode de fonctionnement des institutions de microfinance, leur permettant d'atteindre plus facilement un plus grand nombre de personnes. Avec l'essor des téléphones portables et d'Internet, de nombreuses institutions de microfinance ont adopté des plateformes numériques pour offrir leurs services, ce qui leur permet d'atteindre les personnes vivant dans des zones reculées.



- 2. Diversification des produits :** Les institutions de microfinance ont diversifié leurs offres pour répondre aux différents besoins de leurs clients. Outre les prêts traditionnels, les institutions de microfinance proposent désormais une gamme de produits tels que des comptes d'épargne, des assurances et des services de transfert d'argent
- 3. Collaboration et partenariats :** Les institutions de microfinance collaborent de plus en plus avec d'autres organisations telles que les ONG, les agences gouvernementales et les acteurs du secteur privé afin d'atteindre davantage de personnes et de fournir une gamme de services plus large.
- 4. Investissement à impact social :** L'intérêt pour l'investissement à impact social s'est accru, de nombreux investisseurs recherchant des opportunités d'investir dans des entreprises socialement responsables. Cela a conduit à un afflux de fonds dans le secteur de la microfinance, créant de nouvelles opportunités pour les institutions de microfinance de se développer et d'étendre leurs services.

Microfinance en Afrique

L'Afrique est un continent avec un vaste potentiel pour la microfinance, étant donné le niveau élevé de pauvreté et le grand nombre de personnes non bancarisées. Malgré des progrès significatifs ces dernières années, de nombreux Africains restent exclus du secteur financier formel. Selon la Banque mondiale, seuls 43 % des adultes en Afrique subsaharienne ont accès à des services financiers formels, contre une moyenne mondiale de 69 %.

La microfinance a joué un rôle essentiel dans la fourniture de services financiers aux personnes non bancarisées en Afrique. Les institutions de microfinance (IMF) ont aidé les personnes vivant dans la pauvreté à accéder au crédit, à l'épargne, à l'assurance et à d'autres services financiers. En fournissant un accès aux services financiers, la microfinance a permis aux personnes pauvres d'investir dans leurs entreprises, de générer des revenus et d'améliorer leurs moyens de subsistance.

L'Afrique subsaharienne possède un secteur de la microfinance important, avec de nombreuses institutions de microfinance fournissant des services financiers à des millions de personnes. Selon le Baromètre de la microfinance, il y avait plus de 22 millions d'emprunteurs actifs en Afrique subsaharienne en 2019. Voici quelques statistiques relatives à la microfinance en Afrique subsaharienne :

- 1. Taille du marché :** Le secteur de la microfinance en Afrique sub-saharienne est estimé à plus de 11 milliards de dollars.
- 2. Pénétration :** Malgré la croissance du secteur de la microfinance, la pénétration des services financiers reste faible en Afrique subsaharienne. Selon la Banque mondiale, seuls 43% des adultes en Afrique subsaharienne ont accès à un compte bancaire.
- 3. Le genre :** Les femmes représentent une proportion importante des clients de la microfinance en Afrique subsaharienne. Selon la Banque mondiale, les femmes représentent 66 % des emprunteurs de microfinance dans la région.
- 4. Taux de remboursement :** Les taux de remboursement en Afrique subsaharienne sont généralement élevés, de nombreuses institutions de microfinance faisant état de taux de remboursement supérieurs à 90 %.
- 5. Impact :** La microfinance a eu un impact significatif sur la réduction de la pauvreté en Afrique sub-saharienne. Selon le Baromètre de la microfinance, les institutions de microfinance en Afrique subsaharienne ont contribué à sortir plus de 4,5 millions de personnes de la pauvreté.

II. Tendances futures de la microfinance

L'avenir de la microfinance est susceptible d'être façonné par plusieurs facteurs. Le premier est l'impact continu de la pandémie, qui a mis en évidence la nécessité d'une plus grande résilience et adaptabilité dans le secteur de la microfinance. L'utilisation des canaux numériques devrait continuer à augmenter, offrant aux IMF la possibilité d'atteindre davantage de clients et de réduire les coûts opérationnels.

Un autre facteur est l'intérêt croissant pour l'investissement d'impact et la finance sociale. Les investisseurs sont de plus en plus à la recherche d'investissements qui non seulement génèrent des rendements financiers mais ont également un impact social ou environnemental positif. Cette tendance devrait continuer à stimuler l'innovation et la croissance dans le secteur de la microfinance.

En Afrique subsaharienne, l'avenir de la microfinance devrait également être façonné par la croissance démographique et l'urbanisation rapides de la région. Selon les Nations Unies, la population de l'Afrique subsaharienne devrait doubler d'ici 2050.

L'avenir de la microfinance dans le monde est prometteur, car de plus en plus de gouvernements et d'institutions financières reconnaissent son potentiel pour promouvoir l'inclusion financière et aider à réduire la pauvreté. En particulier, les tendances suivantes devraient façonner l'avenir de la microfinance :

- 1. La transformation numérique :** La révolution numérique a transformé la façon dont les services financiers sont fournis, et les institutions de microfinance (IMF) ne font pas exception. L'utilisation de plateformes numériques et de la technologie mobile permet aux IMF d'atteindre davantage de clients, de réduire les coûts et d'améliorer l'efficacité. En outre, la technologie numérique facilite la collecte et l'analyse des données par les IMF, ce qui peut contribuer à améliorer la prise de décision et la gestion des risques.
- 2. Des produits financiers innovants :** Pour rester compétitives, les IMF développent des produits financiers innovants adaptés aux besoins de leurs clients. Par exemple, certaines IMF proposent désormais des produits d'assurance, des comptes d'épargne et des services d'argent mobile, en plus des microcrédits traditionnels. Cette diversification des produits financiers permet de réduire le risque de surendettement et favorise l'inclusion financière.
- 3. Collaborations et partenariats :** Les IMF collaborent de plus en plus avec d'autres institutions financières, des ONG et des agences gouvernementales pour étendre leur portée et leur impact. Les partenariats avec les banques, par exemple, permettent aux IMF de tirer parti de l'infrastructure et de l'expertise des institutions financières établies pour atteindre davantage de clients. De même, les collaborations avec les ONG et les agences gouvernementales peuvent contribuer à réduire les coûts et à améliorer la durabilité des programmes de microfinance.
- 4. L'accent mis sur la performance sociale :** Ces dernières années, l'accent a été mis de plus en plus sur la performance sociale dans le secteur de la microfinance. Cette tendance est motivée par la reconnaissance du fait que la performance financière seule n'est pas suffisante pour réaliser la mission sociale de la microfinance. Par conséquent, les IMF adoptent de plus en plus des paramètres de performance sociale pour mesurer et rendre compte de leur impact social, tels que le nombre de personnes sorties de la pauvreté, le nombre d'emplois créés et le nombre de femmes autonomes.

L'avenir de la microfinance en Afrique

L'avenir de la microfinance en Afrique semble prometteur, plusieurs tendances indiquant un potentiel de croissance important.

1. La numérisation des services de microfinance

L'adoption des technologies numériques transforme le paysage de la microfinance en Afrique. La numérisation a permis aux IMF de fournir des services financiers à des régions éloignées, qui étaient auparavant inaccessibles en raison de la faiblesse des infrastructures. L'utilisation des téléphones mobiles, des services bancaires par Internet et des portefeuilles numériques a augmenté la portée des services de microfinance en Afrique. La numérisation a également contribué à réduire le coût de la prestation des services de microfinance, les rendant plus abordables pour les ménages à faible revenu.

2. Collaboration entre les institutions de microfinance

La collaboration entre les IMF est cruciale pour la croissance du secteur de la microfinance en Afrique. Les IMF peuvent collaborer en partageant les meilleures pratiques, en mettant en commun leurs ressources et en

établissant des partenariats stratégiques. La collaboration peut aider à augmenter la capacité des IMF à servir plus de clients et à étendre leurs services. La collaboration peut également contribuer à réduire les coûts opérationnels, ce qui permet de proposer des services de microfinance plus abordables.

3. Se concentrer sur les femmes et les jeunes

Les femmes et les jeunes font partie des groupes les plus marginalisés en Afrique. La microfinance a contribué à l'autonomisation des femmes et des jeunes en leur donnant accès au crédit et à d'autres services financiers. L'avenir de la microfinance en Afrique passe par une plus grande attention portée aux femmes et aux jeunes. En renforçant l'autonomie des femmes et des jeunes, la microfinance peut contribuer à réduire la pauvreté et à promouvoir la croissance économique.

4. Une microfinance durable

La durabilité est essentielle pour le succès à long terme du secteur de la microfinance en Afrique. Les IMF doivent adopter des modèles économiques durables qui génèrent des profits tout en répondant aux besoins des pauvres. La microfinance durable exige que l'on se concentre sur l'impact social et la performance financière. Les IMF doivent équilibrer l'impact social et la performance financière pour assurer la viabilité à long terme de leurs opérations.

5. Environnement réglementaire

L'environnement réglementaire joue un rôle crucial dans la croissance du secteur de la microfinance en Afrique. Le cadre réglementaire doit être propice à la croissance de la microfinance tout en protégeant les intérêts des clients. L'environnement réglementaire doit promouvoir la transparence, la responsabilité et la protection des consommateurs. L'avenir de la microfinance en Afrique dépendra d'un environnement réglementaire qui favorise l'innovation.

L'Afrique subsaharienne abrite certains des pays les plus pauvres du monde, et l'on estime qu'environ deux tiers de la population adulte de la région n'est pas bancarisée. La microfinance a donc un énorme potentiel pour promouvoir l'inclusion financière et réduire la pauvreté dans la région. Cependant, pour réaliser ce potentiel, les défis suivants doivent être relevés :

- 1. Des infrastructures limitées :** De nombreuses zones en Afrique subsaharienne manquent d'infrastructures de base, telles que l'électricité, la connectivité Internet et les transports. Il est donc difficile pour les IMF d'opérer dans ces zones et d'atteindre les clients qui vivent dans des zones éloignées ou rurales.
- 2. Accès limité au financement :** Les IMF d'Afrique subsaharienne ont souvent du mal à accéder aux financements, en particulier aux financements à long terme, qui sont nécessaires pour financer leur croissance et leur expansion. Le manque d'accès au financement est un obstacle majeur à la durabilité des programmes de microfinance dans la région.
- 3. Faiblesse des cadres réglementaires :** Dans certains pays d'Afrique subsaharienne, le cadre réglementaire de la microfinance est faible ou inexistant. Cela crée un environnement dans lequel des opérateurs peu scrupuleux peuvent profiter des clients vulnérables.

En Afrique subsaharienne, plusieurs tendances peuvent être observées dans le domaine de la microfinance. L'une des plus significatives est la croissance continue des plateformes d'argent mobile. Dans des pays comme le Kenya et la Tanzanie, l'argent mobile est déjà devenu un élément essentiel de l'écosystème financier, et nous pouvons nous attendre à voir de plus en plus de pays de la région adopter des plateformes similaires.

L'une des tendances les plus significatives que nous verrons dans la microfinance est l'utilisation de la technologie numérique. Les services financiers numériques ont déjà commencé à révolutionner le mode de fonctionnement de la microfinance, et cette tendance ne fera que s'accélérer dans les années à venir. Les plateformes d'argent mobile, par exemple, ont déjà eu un impact significatif sur l'inclusion financière en Afrique subsaharienne, et nous pouvons nous attendre à voir de plus en plus de services financiers fournis par le biais d'appareils mobiles.



L'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) et de l'apprentissage automatique est une autre tendance que nous pouvons nous attendre à voir dans la microfinance. L'IA a le potentiel de rendre les décisions de prêt plus efficaces et plus précises, ce qui contribuera à réduire les risques pour les prêteurs et à accroître l'accès au crédit pour les emprunteurs. En outre, l'IA peut également aider à identifier les fraudes potentielles ou d'autres crimes financiers, ce qui contribuera à protéger les prêteurs comme les emprunteurs.

Une autre tendance que nous pouvons nous attendre à voir dans la microfinance est une évolution vers des produits et services plus centrés sur le client. Les institutions de microfinance se sont traditionnellement concentrées sur l'octroi de crédits aux emprunteurs, mais nous constatons aujourd'hui qu'une gamme plus large de produits et services financiers est proposée, notamment des comptes d'épargne, des assurances et des opportunités d'investissement. Cette évolution vers des services plus centrés sur le client permettra aux institutions de microfinance de rester pertinentes et durables dans les années à venir.

Une autre tendance que nous pouvons nous attendre à voir en Afrique subsaharienne est la croissance des startups fintech. Ces entreprises tirent parti de la technologie numérique pour fournir des produits et services financiers innovants aux populations mal desservies. Les startups fintech ont le potentiel de perturber le secteur traditionnel de la microfinance et de fournir des moyens nouveaux et plus efficaces de fournir des services financiers à ceux qui en ont le plus besoin.

Une autre tendance que nous pouvons nous attendre à voir en Afrique subsaharienne est un accent accru sur l'alphabétisation et l'éducation financières. De nombreuses personnes dans la région n'ont pas les compétences de base en matière de finances, ce qui peut leur rendre difficile l'accès et l'utilisation efficace des services financiers. Les institutions de microfinance et autres prestataires de services financiers commencent à reconnaître l'importance de l'éducation financière et investissent dans des programmes visant à éduquer leurs clients.

Enfin, nous pouvons nous attendre à ce que la microfinance en Afrique subsaharienne continue de mettre l'accent sur l'impact social. La microfinance a toujours été plus qu'un simple octroi de prêts ; elle vise à donner aux individus et aux communautés les moyens de se sortir de la pauvreté. Les institutions de microfinance de la région continueront à se concentrer sur la création d'un impact social positif, que ce soit par la création d'emplois, le développement communautaire ou d'autres moyens.

2. Contexte national

II.1. Evolution de l'économie nationale

L'actualité économique du mois de février 2023 a été marquée par plusieurs faits notables. Plus explicitement, ces faits sont présentés comme ci-dessous : (i) les recommandations du FMI sur les réformes de haute priorité à mettre en place par le gouvernement congolais à l'issue du diagnostic réalisé sur la gestion des investissements publics en RDC ; (ii) les inquiétudes du gouvernement congolais suite à la baisse du prix de cobalt ; et (iii) le dépôt du rapport d'audit d'assainissement des prix des produits pétroliers auprès du ministre de l'économie nationale. Plus explicitement ces faits sont présentés comme ci-dessous :

1. **Recommandations du FMI sur les réformes de haute priorité à mettre en place par le gouvernement congolais à l'issue du diagnostic réalisé sur la gestion des investissements publics en RDC**

Le Fonds monétaire international (FMI) a récemment mené une étude sur la gestion des investissements publics en République démocratique du Congo (RDC), révélant plusieurs insuffisances dans les politiques d'investissement du pays. Selon l'étude, le niveau d'investissement du gouvernement est estimé à seulement 4% du produit intérieur brut (PIB) depuis 2003, ce qui représente presque la moitié de la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne et des pays à faible revenu. En outre, le stock de capital par habitant en RDC est l'un des plus faibles au monde, avec environ 200 USD, et les infrastructures financées par ces investissements sont de faible qualité avec des risques importants de détérioration.

En outre, le FMI a identifié des faiblesses dans la politique d'investissement public de la RDC, notamment le manque de clarté, voire l'absence de règles d'évaluation, de sélection et de suivi des projets d'investissement. Ces faiblesses vont du manque

d'informations sur les besoins d'investissement dans les stratégies nationales et sectorielles à l'absence de critères clairs de sélection des projets. Il existe également une forte dépendance à l'égard des procédures d'entente directe dans les marchés publics, et les rapports de suivi physique et financier des projets sont rares.

Pour remédier à ces problèmes, le FMI a recommandé sept réformes "hautement prioritaires", dont l'adoption d'un décret sur la gestion des investissements publics couvrant toutes les phases du cycle des projets, la création d'un bureau unique de coordination et de suivi des projets sur financement extérieur, et l'intégration des besoins quantifiés et des coûts envisagés des investissements dans les documents de planification stratégique. L'élaboration et la publication d'un programme d'investissement public, qui favorise un processus plus transparent de sélection des projets, sont également recommandées. Le FMI suggère la création d'une banque de projets intégrée, la coordination des investissements en capital entre le gouvernement central et les provinces, ainsi que le renforcement de la transparence et de la concurrence dans les marchés publics.

Il convient de noter que ces réformes nécessitent une forte volonté politique et une mise en œuvre soutenue pour être couronnées de succès. Le FMI a élaboré un plan d'action prioritaire pour 2022-2024, qui a été mis à la disposition du gouvernement congolais. Le succès de ces réformes dépendra de la volonté du gouvernement de les mettre en œuvre, ainsi que de la disponibilité des ressources et de l'expertise technique nécessaires. Au final, la mise en œuvre réussie de ces réformes pourrait avoir un impact positif sur l'économie de la RDC, en favorisant une croissance durable, en réduisant la pauvreté et en améliorant le niveau de vie de ses citoyens.

2. Inquiétudes suite à la baisse du prix du cobalt

L'état actuel du marché du cobalt est une préoccupation majeure pour la République démocratique du Congo (RDC), qui est le premier producteur mondial de cobalt et dont l'économie dépend fortement de l'exploitation minière. La chute des prix du cobalt est due à la faiblesse de la demande mondiale et à l'augmentation de la production de cobalt de l'Indonésie, ce qui fait que la tonne de cobalt se négocie à 38 500 dollars sur le marché international. Cette baisse de prix aura un impact négatif sur les revenus de l'Etat congolais.

La livre de cobalt a connu une chute spectaculaire, passant de 40 à 17 dollars US, alors que les besoins en cobalt dans les véhicules électriques ont augmenté de 63% l'année dernière. Toutefois, cette augmentation de la demande est liée à la production croissante de véhicules électriques, qui a entraîné une réduction de l'utilisation du cobalt dans les batteries. L'utilisation du nickel, du phosphate de fer et du lithium dans la fabrication des batteries a relégué le cobalt à un rôle secondaire. Les rapports de l'UE et des États-Unis sur les besoins mondiaux en métaux ont clairement indiqué que le lithium sera plus demandé que le cobalt dans le cadre de la transition écologique.

Plusieurs experts du secteur minier avaient prédit que le lithium remplacerait le cobalt dans la fabrication des véhicules électriques. Depuis quelques années, il avait été conseillé à l'Etat congolais d'augmenter la production de lithium à Manono dans la province du Tanganyika, mais malheureusement, ce conseil n'a pas été suivi. Aujourd'hui, les faits rattrapent le gouvernement qui aurait dû écouter ces experts. L'évolution de la chimie a changé l'avenir du métal bleu, et son marché est passé de l'apogée à la crise. Bien que l'industrie automobile européenne continue de s'appuyer fortement sur les batteries à base de cobalt, elle remet en question sa dépendance vis-à-vis de la

production congolaise et de la Chine, où une grande partie du cobalt brut est transformée.

L'ambition de l'Indonésie de devenir un producteur majeur de cobalt est une menace pour la RDC, mais la plus grande menace est le remplacement du lithium par le cobalt dans la production de batteries. La RDC a beaucoup misé sur les revenus de l'exploitation du cobalt, mais si le pays était organisé, la substitution du cobalt par le lithium ne serait pas un problème, puisque le plus grand gisement de lithium au monde se trouve à Manono. Cependant, ce lithium n'est pas exploité pour diverses raisons, ce qui fait de la RDC un pays problématique et non un "pays solution" comme il est dit dans les discours officiels, déconnectés de la réalité. Il est important pour la RDC d'anticiper l'évolution de la demande en cobalt et de jouer sur la loi de l'offre et de la demande afin de faire monter les prix.

3. Dépôt du rapport d'audit d'assainissement des prix des produits pétroliers auprès du ministre de l'économie nationale

A la demande du Gouvernement, un audit a été réalisé pour analyser la structure des prix des produits pétroliers, dans le but d'assainir le système. L'audit a été réalisé par le cabinet d'audit MAZAR RDC, qui a été sélectionné après un appel d'offres par le BCECO. L'objectif de cet audit était de réexaminer les coûts de logistique et d'exploitation des sociétés de négoce de pétrole et de logistique, et de déterminer l'efficacité des sociétés, les montants des charges, et leur proximité avec la structure actuelle des prix.

Le ministère de l'économie nationale souhaite produire une analyse transversale de la structure des prix des produits pétroliers, afin d'identifier les aspects et paramètres pouvant être optimisés pour une meilleure maîtrise du risque budgétaire lié aux pertes et manques à gagner, et pour renforcer la fiscalité pétrolière. L'audit a débouché sur plusieurs recommandations contenues

dans le rapport remis au ministre, notamment la mise en place d'une Autorité de régulation du secteur pétrolier en aval de la RDC ayant pour mandat de réguler le secteur et de renforcer les capacités du Comité de suivi des prix des produits pétroliers.

Parmi les autres recommandations figurent le réexamen des composantes des structures de prix sur une base quinquennale, l'actualisation du calcul du différentiel de transport, l'analyse de l'impact des taux de change, la modification de la prise en compte de la structure des volumes, la révision du calcul du prix moyen commercial frontière au jour " j ", la définition d'un niveau de stock de sécurité et l'assainissement du secteur aval.

Le rapport a été remis au Ministre, et la tutelle a demandé aux professionnels du secteur pétrolier de le lire et de faire des commentaires. L'audit démontre la volonté du ministre d'assainir le secteur, tout en préservant le pouvoir d'achat de la population et en soulageant le trésor public. Déjà, certaines mesures et réformes initiées par le ministère ont permis au trésor public de récupérer 70 millions de dollars dans ce secteur.

En résumé, le rapport d'audit est un outil crucial pour le gouvernement afin d'améliorer l'efficacité des sociétés de négoce et de la logistique pétrolière, de renforcer la régulation du secteur et d'assurer une meilleure maîtrise du risque budgétaire lié aux pertes et manques à gagner, tout en renforçant la fiscalité pétrolière. Les recommandations contenues dans le rapport, si elles sont mises en œuvre, contribueront de manière significative au développement du secteur pétrolier en RDC.

II.1.1. Activité économique

La Cellule du climat des affaires de la Présidence de la République a créé un baromètre national du climat des affaires, en sigle BNCA, dans le but de résoudre les

problèmes des opérateurs économiques en recueillant des avis périodiques d'un échantillon représentatif du secteur privé. Cette initiative vise à comprendre les défis et les difficultés rencontrés par les entreprises dans différents secteurs économiques, à mesurer l'impact des actions du gouvernement et à identifier les progrès nécessaires pour stimuler les investissements.

La mise en place de cet outil démontre l'engagement de l'Etat congolais à garantir un environnement des affaires propice aux investisseurs. Le baromètre se veut représentatif de l'ensemble des entreprises congolaises et devrait couvrir l'ensemble des provinces du pays. Ainsi, la collecte de données périodiques auprès des entreprises sera essentielle pour comprendre les problèmes qu'elles rencontrent et pour adapter les politiques publiques en conséquence.

La création de ce baromètre national est une initiative louable. Les résultats refléteront fidèlement la situation économique du pays grâce à la représentativité de l'échantillon d'entreprises et la couverture géographique étendue. Un environnement des affaires sain et dynamique est essentiel pour stimuler la croissance économique et attirer les investissements étrangers. En fin de compte, la mise en place de cet outil contribuera à améliorer le climat des affaires en RDC.

La libéralisation du marché des assurances en RDC a conduit à une croissance significative du chiffre d'affaires du secteur, passant de 70 millions USD en 2018 à plus de 268 millions USD en 2022. Cette croissance est impressionnante, avec une augmentation globale de 270 % en seulement quatre ans, ce qui représente une croissance annuelle de 54 %. Cela est en grande partie attribuable à l'entrée de nouveaux acteurs sur le marché, avec le passage d'un à 41 acteurs.

Cette croissance est une indication claire de l'opportunité pour les compagnies d'assurance d'exploiter pleinement le potentiel de l'industrie de l'assurance en Afrique, comme le thème de la 47e

Assemblée générale de la Fédération des Sociétés d'assurances de droit national africaines (FANAF) le souligne. Cependant, le secteur des assurances en Afrique doit faire face à de nombreux défis, notamment le faible taux de pénétration de l'assurance dans de nombreux pays africains.

Pour relever ces défis, du côté du gouvernement congolais par le canal du ministre des Finances, il est souligné que toutes les parties prenantes doivent travailler ensemble. Cela implique le respect de la réglementation, des tarifs minimums et des engagements par les entreprises d'assurance, ainsi que la présentation de produits adaptés et appropriés. Les compagnies d'assurance africaines doivent également jouer pleinement leur rôle et cesser de se comporter comme des intermédiaires pour les maisons mères installées en dehors du continent africain.

En conclusion, la croissance du marché des assurances en RDC est un signe positif pour l'industrie de l'assurance en Afrique. Cependant, il reste beaucoup à faire pour améliorer le taux de pénétration de l'assurance dans de nombreux pays africains. Les compagnies d'assurance doivent continuer à travailler ensemble pour trouver des solutions à ces défis et exploiter pleinement le potentiel du marché africain.

La République démocratique du Congo (RDC) bénéficie d'un financement de 300 millions de dollars américains de la Banque mondiale pour le projet d'autonomisation des femmes entrepreneurs et de modernisation des MPME pour la transformation économique et l'emploi en RDC. Ce projet est une opportunité pour les jeunes entrepreneurs et les jeunes entreprises de la RDC, car il leur offre la possibilité d'accéder à des financements pour développer leurs activités et contribuer à la croissance économique du pays.

Cependant, il est important que les bénéficiaires du financement respectent les normes gouvernementales et opèrent dans des secteurs clés tels que l'agro-

industrie, la production de biens de consommation, l'artisanat, entre autres. Cela permettra d'encourager l'industrialisation et de réduire le taux de chômage en RDC.

Il est également encourageant de voir que des organisations, telles que MOJES (Projet d'autonomisation des femmes entrepreneurs en particulier et des jeunes entreprises), se mobilisent pour soutenir les jeunes entrepreneurs et les aider à préparer et régulariser leurs dossiers pour maximiser leurs chances d'obtenir un financement.

Le projet d'autonomisation des femmes entrepreneurs et de modernisation des MPME en RDC est une opportunité pour les jeunes entrepreneurs et les jeunes entreprises de bénéficier de financements et de contribuer à la croissance économique du pays. La Banque mondiale a mis à la disposition du pays trois cents millions de dollars américains dont 107.600.000 USD au titre de don et 150.000.000 USD au titre de crédit. Cependant, il est important que les bénéficiaires respectent les normes gouvernementales et opèrent dans des secteurs clés pour encourager l'industrialisation et réduire le taux de chômage en RDC.

II.1.2 Dynamique des prix

Durant le mois de février 2023, les prix ont globalement évolué à la hausse comparativement à janvier 2023. Comme l'indique le tableau 1, les taux d'inflation (cumulée et englisement annuel) indiquent que les prix ont augmenté. Cette situation pourrait essentiellement s'expliquer par les évolutions observées dans les prix des produits alimentaires. La poursuite de l'invasion russe en Ukraine ainsi que l'inefficacité de politiques gouvernementales pourraient soutenir ce dérapage des prix.

Pour ce qui est du taux d'inflation en glissement annuel, il s'est situé à 16,27% à la troisième semaine du mois de février 2023, soit une hausse de 5,16% comparée à celui enregistré à la clôture de janvier 2023 où ce taux s'était fixé à 15,47%.

Quant au taux d'inflation cumulée, il s'est fixé à 3,58% à la troisième semaine de février 2023 contre 2,54% réalisé un mois plus tôt.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de l'inflation en février 2023.

**Tableau 1 » ÉVOLUTION DE L'INFLATION
(FÉVRIER 2023)**

	Inflation hebdomadaire	Inflation cumulée	Inflation en glissement annuel	Inflation annualisée
Semaine 1	0,23	2,78	15,59	32,99
Semaine 2	0,17	2,95	15,67	28,67
Semaine 3	0,61	3,58	16,27	29,86

Source : BCC, février 2023.

De plus, il y a lieu de préciser que d'autres faits importants pourraient davantage compromettre le cadre macroéconomique. Il s'agit notamment de (i) la situation d'insécurité à l'Est du pays occasionnant des déplacements massifs de population, des perturbations de l'activité économique dans les localités en proie aux affrontements ainsi que la perte de confiance des investisseurs vis-à-vis du pays ; (ii) la montée continue des prix des produits de base ; (iii) les dépenses à engager au cours de l'année électorale en cours pour l'organisation des scrutins ainsi que (iv) la poursuite de l'invasion russe en Ukraine avec ses conséquences sur la dynamique des prix des produits agricoles et énergétiques.



II.1.3 Taux de change et réserves de change

Au cours de février 2023, le taux de change s'est légèrement détérioré sur le marché interbancaire où il s'est établi à 2 035,90 à la troisième semaine de février 2023 contre 2 031,00 en fin janvier 2023, soit une dépréciation de 0,24%.

Il en est de même sur le marché parallèle où le taux de change s'est situé à 2 308,33 à la troisième semaine de février 2023 contre 2 216,17 un mois plus tôt, soit une dépréciation de 4,16%.

Tableau 2 » ÉVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

	Clôture janvier 2022	Février 2023			Variation janvier-février 2023
		Semaine 1	Semaine 2	Semaine 3	
Marché interbancaire	2 031,00	2 035,53	2 035,75	2 035,90	0,24%
Marché parallèle	2 216,17	2 236,67	2 319,17	2 308,33	4,16%

Source : BCC.

S'agissant des réserves de change, elles se sont situées à un niveau supérieur à celui de fin janvier 2023. Elles se sont situées à 4,33 milliards d'USD à la troisième semaine de février 2023, soit une hausse de 3,14% comparativement à fin janvier 2023 où elles étaient établies à 4,20 milliards d'USD. Rapporté en nombre de mois d'importations, il s'établit que l'économie congolaise a connu une hausse de sa capacité de fin janvier 2023. La couverture des importations par les réserves de changes est passée de 2,30 mois à 2,34 mois

entre fin janvier 2023 et la troisième semaine de février 2023, soit une hausse de 1,74%. Selon la BCC, cette hausse des réserves de change tient de ses achats de devises sur le marché des changes et de l'encaissement des devises au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) de la part du FMI. Toutefois, la BCC a indiqué que, pour continuer sur cette lancée, il est indispensable de poursuivre les réformes idoines permettant d'établir le lien entre la stabilité macroéconomique et la croissance économique.

Tableau 3 » ÉVOLUTION DES RÉSERVES DE CHANGE

	Clôture janvier 2023	Février 2023			Variation janvier-février 2023
		Semaine 1	Semaine 2	Semaine 3	
En milliards de USD	4,20	4,30	4,33	4,33	3,14%
En mois d'importations	2,30	2,30	2,34	2,34	1,74%

Source : BCC.

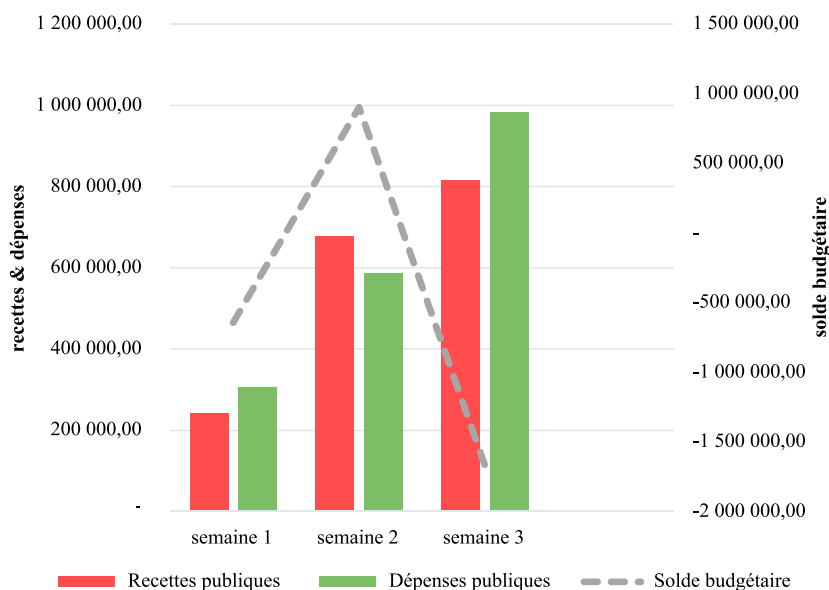


II.1.4 Finances publiques

Les statistiques du CTR (Ministère des Finances) indiquent qu'à la troisième semaine du mois de février 2023, le Trésor public a enregistré un déficit de 167 002 millions de CDF. Ce déficit résulte d'un niveau de dépenses de 983 291 millions de CDF contre de recettes de 816 289 millions de CDF. Au courant de ce mois

de février 2023, les recettes fiscales ont été de 689 532 millions de CDF contre 322 045 millions de CDF qui ont été dépensés pour le salaire de fonctionnaires. Les dépenses en capital ont été de 34 438 millions de CDF, représentant 3,5% de dépenses totales.

Figure 9 » AGRÉGATS DU SECTEUR PUBLIC AU MOIS DE FÉVRIER 2023 (EN MILLIONS DE CDF)





En ce qui concerne le paiement de salaire des fonctionnaires, le gouvernement congolais devrait travailler à améliorer l'efficacité des dépenses publiques

et à augmenter les recettes fiscales pour garantir que les fonctionnaires reçoivent un salaire régulier et suffisant à l'échéance retenue.



II.2 Evolution de la situation politique

L'actualité politique du mois de février 2023 a été dominée spécifiquement par les faits présentés ci-dessous :

1. Visite du Pape François en RDC

Le chef de l'Église catholique a entamé le mardi 31 janvier 2023 une tournée de cinq jours sur le continent africain. Avant de se rendre au Soudan du Sud, le pape François s'est d'abord rendu en République démocratique du Congo, le plus grand pays catholique d'Afrique.

Sa visite était historique et très attendue.

A son arrivée, il devait rencontrer le président Félix Tshisekedi, la société civile et les représentants religieux du pays. L'une des étapes les plus attendues de cette visite aura été la grande messe prévue mercredi 1er février 2023 à l'aéroport de Ndolo où plus d'un million de fidèles y étaient attendus.

Contrairement au chronogramme de visite prévu initialement, le pape François ne s'est malheureusement pas rendu à Goma (Nord-Kivu), dans l'est du pays, une région devenue le théâtre de violences armées depuis plusieurs années.



"Pour les catholiques congolais, la visite du pape apparaît comme une sorte de réconfort dans un contexte avec beaucoup de problèmes, beaucoup de misère, beaucoup de tensions, surtout avec le conflit dans l'Est", expliquait Wamu Oyatambwe, politologue et spécialiste de la RD Congo. Il a par la suite indiqué que "beaucoup attendaient de la visite du pape pour attirer l'attention du monde sur ce qui se passe dans le pays.

Selon Douglas Yates, professeur à l'American University of Paris et spécialiste de l'Afrique, « la raison pour laquelle le pape François s'est rendu en RD Congo était celle d'attirer l'attention de la communauté internationale sur le conflit devenu perpétuel à l'Est du pays ».

Au sein de la société civile, beaucoup d'acteurs espéraient que le pape interpelle les acteurs politiques sur leur irresponsabilité dans la gestion des affaires. Cependant, du côté politique, les attentes étaient différentes et même divergentes. Dans le camp du pouvoir en place, l'arrivée du pape François a été interprétée comme un triomphe diplomatique. De son côté, l'opposition a indiqué qu'il ne faudrait pas que cette visite soit utilisée pour des fins politiciennes.

Wamu Oyatambwe a aussi indiqué que cette visite du pape, dans le premier pays catholique d'Afrique en nombre de fidèles, représente une reconnaissance de l'importance de cette grande Église congolaise au sein de la communauté catholique.

Ce dernier explique qu'en RD Congo, les évêques "sont considérés comme une force morale, non seulement dans les conflits mais aussi dans la lutte contre la corruption et dans le maintien de la démocratie. Dans ce contexte, il estime que la voix du pape pourrait renforcer ce rôle. Pour lui, la voix du pape n'influencerait certainement pas les seigneurs de guerre qui sévissent à l'Est du pays, mais sa voix compte pour des dizaines de millions d'autres Congolais.

De son côté, Stéphane Ballong, rédacteur en chef du service Afrique de France 24, a rappelé que l'église joue réellement le rôle de contre-pouvoir en RD Congo. A ce titre, la visite du pape était opportune surtout en cette année électorale.

Devant le pape, au Palais de la Nation, le président Félix Tshisekedi a dénoncé le rôle du Rwanda dans la déstabilisation de la République démocratique du Congo. Le chef de l'État congolais a rappelé à l'intention du souverain pontife que des millions de morts sont répertoriés en RD Congo à cause de l'hospitalité du peuple congolais.

Au cours de ces trois dernières décennies, cette hospitalité qui caractérise la RDC a été mise en mal par les ennemis de la paix et les groupes terroristes venus essentiellement des pays voisins, a-t-il fustigé devant le Saint-Père. La situation macabre dans l'Est du Congo-Kinshasa, a ajouté Félix Tshisekedi, fait de cette région une zone en rupture de paix. Le garant de la nation a également souligné que les puissants du monde et les groupes armés pillent les richesses de la RDC.

Il a indiqué que ce malheur, qui dure depuis plus de 30 ans, fait de cette zone une proie aux violences des groupes armés et des puissances étrangères qui, avides des minerais contenus dans le sous-sol de la RDC, commettent avec l'appui direct et lâche du Rwanda, des cruelles atrocités faisant ainsi de la sécurité, le premier et grand défi du gouvernement.

De son côté, le pape a demandé aux puissances étrangères de retirer leurs mains de la RDC et de l'Afrique. Ce message du pape François devrait interpeller le Rwanda et son président accusés de créer le chaos en RDC, comme l'a indiqué à Ouragan.cd, un activiste des droits humains.

Prenant la parole pour la première fois de manière officielle depuis sa libération dans le procès 100 jours, le président de l'Union pour la nation congolaise, UNC, a exprimé sa joie suite à la visite du Pape François en République Démocratique du Congo. Pour Vital Kamerhe, c'est un grand événement pour le peuple Congolais, parce qu'il s'agit d'une opportunité d'avoir une tribune planétaire.

Vital Kamerhe a rappelé que la RDC est un pays hospitalier et un pays au cœur de l'Afrique qui peut, si on le laisse en paix, booster le développement du continent. Il a précisé que la RDC a une partition importante à jouer dans plusieurs domaines pour le développement du continent mais aussi pour la planète. Il a relevé plusieurs défis pour lesquels la RDC pourrait proposer la solution. Il s'agit notamment de : (i) défis du changement climatiques (avec la forêt équatoriale qui occupe le deuxième rang mondial) ; (ii) déficit alimentaire mondial, etc.

L'ancien directeur de cabinet de Félix Tshisekedi a aussi salué le discours du Pape qui a été, selon lui, plus que l'avocat et ambassadeur de la RDC auprès de la communauté internationale.

Il y a lieu de souligner que, dans son discours, le pape François a aussi plaidé pour des élections libres, transparentes et crédibles en RDC. Il a lancé ce message lors de sa rencontre avec les autorités congolaises, la société civile et le corps diplomatique. Il a aussi salué les membres de la société civile qui jouent également un rôle essentiel dans la construction d'un avenir de paix et de fraternité. Il a indiqué que celui qui détient des responsabilités civiles et gouvernementales est appelé à agir avec une clarté cristalline, en vivant la fonction reçue comme un moyen de servir la société. Il a rappelé que le pouvoir n'a de sens en effet que s'il devient service. Il a souligné l'importance d'agir dans cet esprit, en fuyant l'autoritarisme, la recherche de gains faciles

et la soif d'argent que l'apôtre Paul désigne comme la racine de tous les maux.

Le pape a aussi recommandé d'étendre davantage aux femmes, aux jeunes et aux groupes marginalisés, la participation aux processus de paix et de rechercher le bien commun et la sécurité des personnes plutôt que les intérêts personnels ou de groupes. Il a demandé de renforcer la présence de l'État partout sur le territoire. Il a surtout attiré l'attention des congolais sur le fait de ne pas se laisser manipuler et moins encore acheter par ceux qui veulent maintenir le pays dans la violence afin de l'exploiter et de faire des affaires honteuses en précisant que cela n'apporte que discrédit et honte, avec la mort et la misère. Il a évoqué la nécessité de se rapprocher des personnes pour se rendre compte de la manière dont elles vivent en indiquant que les gouvernés font confiance lorsqu'ils sentent que les gouvernants sont réellement proches, non pas par calcul ou par exhibition, mais par service.

Le souverain pontife a également interpellé les dirigeants à différents niveaux, face aux différents fléaux qui gangrènent la société. Il a indiqué que, dans la société, ce sont souvent les ténèbres de l'injustice et de la corruption qui obscurcissent la lumière du bien. Ainsi, il a indiqué qu'il ne faut pas se lasser de promouvoir dans tous les domaines le droit et l'équité, en luttant contre l'impunité et la manipulation des lois et de l'information.

Il a également dénoncé le fléau du travail des enfants ainsi que la marginalisation des filles en rappelant combien l'éducation est fondamentale.

Il a souligné que la répétition continuelle des attaques violentes ainsi que les nombreuses situations de détresse pourraient affaiblir la résistance des Congolais, miner leur force d'âme, les conduire à se décourager et à s'enfermer dans la résignation. A cet effet, au nom



du Christ et au nom de la dignité et de la valeur des congolais, il a invité chacun à un nouveau départ social courageux et inclusif.

Pour l'ECIDÉ de Martin Fayulu, la visite du Pape François devrait permettre aux usurpateurs du pouvoir de confesser et se repentir devant Dieu. Pour lui, la visite du Pape François à Kinshasa en République démocratique du Congo devrait bouger des lignes dans la gestion du pays.

Dans la même optique, Devos Kitoko, Secrétaire Général de l'ECIDE, a indiqué que la visite du Saint Père devrait servir d'opportunité de confesser et de se repentir afin de tirer les conséquences qui s'impose devant Dieu, pour tout usurpateur, détourné ainsi que pour tous les malfrats frappeurs qui font saigner le trésor public et plongent le peuple dans la misère.

Il faut signaler que lors de son message au palais de la nation, le Souverain Pontife avait appelé les dirigeants congolais à travailler pour l'intérêt du pays et d'arrêter de faire saigner le trésor public pour leurs propres intérêts. A noter que lors de la messe dite par le Pape François à l'aéroport de Ndolo, Martin Fayulu et Moïse Katumbi, tous deux opposants du régime en place, étaient présents.

Pour sa part, le Secrétaire Général de l'Union pour la Démocratie et le progrès social (UDPS), Augustin Kabuya, a salué l'implication du Président de la République, Félix Tshisekedi, pour la réussite de l'accueil du souverain pontife en RDC. Il a félicité et salué le Premier citoyen de la République, son Excellence Félix-Antoine Tshisekedi, pour son implication personnelle pour la réussite de ce grand événement. Il a par la suite remercié le Pape François pour son message axé sur la réconciliation en Jésus-Christ. Il a indiqué que le passage du pape en RDC reste et restera marquer dans les cœurs de tous les croyants de la parole de Dieu".

De son côté, Franck Diongo, président du parti politique Mouvement lumumbiste progressiste (MLP), a souligné le fait que le peuple congolais espère que le pape François portera son message à travers le monde et que la RDC ne sera jamais balkanisée afin d'organiser les élections dans le délai constitutionnel.

Adolphe Muzito, président du parti Nouvel Elan, espère que la classe politique va s'appuyer sur le message du pape François pour booster la lutte légitime de libération du pays de la mainmise étrangère. Il s'est appuyé sur le message du pape indiquant que, après le colonialisme politique, un colonialisme économique tout aussi asservissant s'est déchainé en RDC. Il a donc salué l'adresse papale aux allures d'un réquisitoire contre la communauté internationale. Il a indiqué que Nouvel Elan espère que la classe politique et les autres couches de la société vont s'en inspirer afin de libérer le pays du joug colonial qui a pris d'autres formes.

Aussi, il y a lieu de noter que, le jeudi 02 février 2023, le pape François a échangé, au stade des Martyrs de Kinshasa, avec plusieurs jeunes qui ont entonné des chants évoquant la fin du mandat et le départ de l'actuel président de la République. Cette même attitude a été observée pendant les dernières années de Joseph Kabila, quand la population le sommait de quitter le pouvoir et de ne pas modifier la Constitution pour se donner un troisième mandat.

Challenger de Félix Tshisekedi à la présidentielle de 2018, Martin Fayulu tourne définitivement la page de la vérité des urnes quant à ces scrutins qui ont porté le candidat de l'UDPS à la magistrature suprême. Le leader de l'ECiDé qui a toujours revendiqué sa victoire, reconnue notamment par les évêques catholiques, dit avoir pardonné à ceux qui ont volé la victoire du peuple. Fayulu a pris cette décision en marge de la visite apostolique du Pape François à Kinshasa, placée sous le signe de la réconciliation. Candidat investi par

son parti à la présidentielle de décembre 2023, le porte-étendard de la coalition Laumka a affirmé qu'il est engagé pour des élections transparentes.

L'archevêque métropolitain de Kinshasa a aussi, dans son message, dit espérer qu'avec le message de l'évêque de Rome, la RDC aura de bonnes élections, différentes de celles de 2018, qui étaient émaillées des fraudes. S'adressant directement au pape François, le Cardinal Fridolin Ambongo a souligné le fait que la visite du souverain pontife intervient aussi durant une année électorale, qui est souvent source des tensions sociales et politiques dans notre pays en indiquant que, avec le message apporté par le pape, l'église et le peuple congolais espèrent voir se tenir en RDC des élections libres, transparentes et apaisées.

Candidat déclaré à la présidentielle de décembre 2023, Moïse Katumbi a remercié le Pape François qui, dit-il, durant sa visite apostolique à Kinshasa, a appelé les Congolais à se battre pour des élections libres et crédibles. Fervent catholique, le président du parti Ensemble pour la République avait fait le déplacement pour Kinshasa afin d'assister à la messe dite par le Souverain pontife. Il a remercié le pape pour avoir réconforté la population qui souffre et pour avoir redonné de l'espoir à la jeunesse. Il a aussi remercié le pape pour avoir écouté les victimes des atrocités à l'Est et pour l'appel aux élections libres et crédible.

Il sied de préciser qu'au cours d'une conférence de presse, Monseigneur Donatien Nshole, secrétaire général de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO), avait d'abord donné lecture du message de remerciement des évêques sur la visite du pape François en RDC puis répondu à tous ceux qui vilipendent le cardinal Fridolin Ambongo, l'opposant au président de la République. Il a indiqué que la polémique autour du cardinal est quelque chose de déplorable. Il a souligné son indignation sur les critiques du cardinal sans analyse approfondie. Il a précisé le fait qu'il ne faut pas donner l'impression que le cardinal ne se soucie pas de

la situation de l'Est. Il a rappelé l'opinion congolaise à se souvenir du voyage effectué par le cardinal à l'Est pour toucher du doigt la réalité. De ce fait, il estime que le cardinal est la personne indiquée pour faire rapport au pape sur la situation dans l'Est. Il a expliqué que, à Ndolo, le cardinal n'avait que 3 minutes pour s'adresser au Saint père. Bien après la messe, le Pape devait rencontrer les victimes de l'Est, c'est dire que Ndolo n'était pas le lieu de redire encore dans les détails de la question de l'Est.

S'adressant aux responsables de l'UDPS (Union pour la démocratie et le progrès social), Mgr Donatien Nshole a souligné que le cardinal Ambongo n'est pas opposé au chef de l'État. Il a indiqué qu'il sait qu'à l'UDPS il y a plusieurs intellectuels qui ne partagent pas le fait que certains vilipendent le cardinal qui est un pasteur aimé des milliers de fidèles. Il a indiqué que le cardinal n'a aucun problème avec le président de la République, Felix Tshisekedi. Ainsi, insulter le cardinal n'est pas politiquement rentable. Par ailleurs, il s'est inscrit en faux contre ceux qui traitent l'église catholique de Kinshasa d'ingrate parce que le gouvernement a dépensé en beaucoup d'argent pour accueillir le Saint-Père. Pour lui, dire cela revient à insulter tous les fidèles qui avaient contribué. Il poursuit en disant que c'est normal que l'État congolais dépense parce que c'est un chef d'État qui était accueilli en précisant que l'église a aussi fait sa part, notamment pour habiller les prêtres, les évêques ou encore loger la délégation du Pape, etc.

Le vendredi 03 février 2023, une fois sa visite en RD Congo terminée, le souverain pontife s'est rendu plus au Soudan du Sud, une terre marquée par des années sanglantes de guerre civile.

2. Questionnements sur l'impact de la force régionale de l'EAC à l'Est de la RDC

Félix Tshisekedi, chef de l'Etat congolais, a ouvertement critiqué la direction de l'Union africaine (UA) sous la direction de Macky Sall, président sénégalais. Pour

le président congolais, l'Union Africaine se limite à des déclarations et reste indifférentes face aux vrais problèmes dans les conflits africains.

Le lundi 30 janvier 2023, au cours de son discours de vœux au corps diplomatiques accrédités en RDC, Félix Tshisekedi a appelé les Nations Unies à sanctionner le Rwanda pour l'agression que subit la RDC dans sa partie Est. « Le peuple congolais refuse d'admettre que l'UA et les communautés régionales peinent souvent à éteindre les foyers de tensions en Afrique se limitant à des déclarations et des formules peu suivies des faits ou dans les pires des cas se font indifférentes là où ils devraient rapidement agir pour faire avancer le développement du continent », a déclaré en substance Félix Tshisekedi.

Félix Tshisekedi a donc demandé à l'ONU d'infliger des sanctions individuelles et collectives aux autorités rwandaises, aux terroristes du M23 ainsi qu'à l'état rwandais. « Les vrais enjeux de l'agression de la RDC par le Rwanda sont économiques et hégémonistes (...), que tout le monde sache, hier, aujourd'hui et demain qu'aucune génération de mes compatriotes ne cédera un centimètre carré du territoire national à quiconque », a expliqué Félix Tshisekedi.

Au cours d'un entretien avec le Président congolais Félix Tshisekedi ce vendredi 03 février 2023, la ministre fédérale belge des affaires étrangères, affaires européennes, commerce extérieur et des institutions culturelles fédérales, Mme Hadja Lahbib, a réitéré le souhait de désescalade dans les rapports entre la RDC et le Rwanda, au respect de la souveraineté de la République Démocratique du Congo. « Nous tenons à ce que soient respectées les frontières internationales de la RDC. J'ai aussi rassuré le président Félix Tshisekedi qu'il n'y avait dans notre chef pas de double standard. Les frontières internationales sont les frontières internationales. Elles doivent être respectées. L'intégrité du Congo doit être respectée. Nous espérons

vraiment que nous arriverons à une pacification, à une stabilisation de cette région », a-t-elle déclaré.

Alors que la tension ne faiblit toujours pas entre la RDC et le Rwanda, le Burundi a indiqué vendredi 3 février 2023 qu'il ne sera jamais parti dans un conflit opposant les pays. Le président burundais, Evariste Ndayishimiye, qui s'exprimait à l'occasion de l'échange de vœux avec les membres du corps diplomatique, a souligné que son pays ne soutiendra pas un groupe dans un conflit armé non-international.

Lui qui accueille le 20^{ème} sommet des chefs d'État de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) sur la situation sécuritaire dans l'Est de la RDC, a rappelé que le Burundi est très actif dans les organisations régionales et internationales et participe dans les missions de maintien de la paix. « La paix et le bien-être de tous les citoyens du monde en général et du Burundi en particulier est notre souci permanent », a-t-il indiqué, émettant le vœu de voir tout conflit, quelle que soit sa nature, être résolu par des moyens pacifiques en mettant en avant le dialogue pour le règlement à l'amiable.

Les membres du Conseil de sécurité ont fermement condamné, vendredi 3 février 2023, la récente série d'attaques menées par le M23, au Nord-Kivu, ainsi que les avancées de ce mouvement rebelle qui détériorent la sécurité et la stabilité dans la région et exacerbent encore la situation humanitaire actuelle.

Dans un communiqué de presse, les membres du Conseil de sécurité ont réitéré leur demande de cessation immédiate des hostilités et de toute nouvelle avancée du M23 et de son retrait de toutes les zones occupées, comme convenu dans le cadre du processus de Luanda approuvé par l'Union africaine.

Ils ont souligné les engagements pris par la région, au titre du cadre de paix, de sécurité et de coopération pour



la République démocratique du Congo et la région, de ne pas tolérer ni fournir d'assistance ou de soutien d'aucune sorte aux groupes armés.

Six chefs d'Etat des 7 pays membres de la communauté d'Afrique de l'Est (CAE), à savoir les chefs d'Etat de la RDC, Félix Tshisekedi ; du Burundi, Evariste Ndayishimiye, de la Tanzanie, Samia Suluhu, de l'Ouganda, Yoweri Museveni ; du Kenya, William Ruto ; du Rwanda, Paul Kagame, et le ministre des affaires de l'Afrique de l'Est du Sud Soudan, Deng Alor Kuol, représentant le président sud soudanais, Salva Kiir Mayardit, ont participé au 20ème sommet extraordinaire de cette organisation, qui a eu lieu ce samedi 04 février 2023, à Bujumbura, au Burundi. Ce sommet était principalement consacré à l'évaluation de la feuille de route du mini-sommet de Luanda qui exigeait le retrait effectif et définitif, avant le 15 janvier 2023, des troupes du M23/RDF des zones occupées illégalement en RDC.

A cette occasion, les chefs d'Etat de la CAE, dans un communiqué publié le samedi 04 février 2023, ont appelé à un « cessez-le-feu immédiat de toutes les parties » et à un retrait de tous les groupes armés, y compris les étrangers opérant dans la partie Est de la République démocratique du Congo.

Cependant, il est constaté que la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC), qui conduit le processus visant à pacifier l'Est de la RDC, ne semble ne pas avoir l'étoffe pour résoudre cette crise sécuritaire alimentée par l'un de ses Etats membres depuis des décennies.

En effet, depuis le lancement de ses initiatives, il n'y a aucune évolution sur le terrain. Les forces négatives multiplient des offensives et contrôlent davantage de localités. A l'ouverture du 20^{ème} sommet des chefs d'Etat de l'EAC tenu à Bujumbura le 04 février 2023, le Président Ndayishimiye a reconnu que ces derniers

mois ont été marqués par la non application des directives des sommets des chefs d'Etat.

Sans doute, l'EAC s'est cassé les dents là où l'ONU avait déjà avoué son impuissance. Avec sa force régionale amorphe, la Communauté des Etats Est-Africains passe à côté de l'un de ses objectifs phares : le renforcement de la sécurité au sein de la zone.

Soutenus par le Rwanda, pays membre de l'EAC, les rebelles du M23 tuent et pillent dans les localités qu'ils contrôlent dans la province congolaise du Nord-Kivu, sous l'œil impuissant de la force régionale de l'EAC, qui se mue en une agence humanitaire. Pour rappel, lors du mini-sommet de Luanda, il a été décidé que si le M23 ne se retirait pas, les chefs d'Etat de l'EAC autoriseront le recours à la force pour contraindre le groupe à se conformer. Cette décision semble avoir été déjà oubliée par l'EAC.

Luanda avait ordonné le retrait du M23 sur ses positions initiales non au-delà de la ligne le long de Sabinyo (côté RDC), Bigega, Bugusa, Nyabikona, Mbuzi, Rutsiro et Nkokwe. La date butoir fixée était le 15 janvier 2023. Trois semaines après, ce mouvement n'a pas obtempéré. Au contraire, il a gagné d'autres localités. Et le sommet de Bujumbura qui devrait, logiquement selon Kinshasa, donner l'autorisation à la force régionale d'attaquer les rebelles, a accouché d'une souris. Au terme de cette réunion, qui a connu la participation des présidents Paul Kagame (Rwanda), Yoweri Museveni (Ouganda), William Ruto (Kenya), Félix Tshisekedi (RDC), Suluhu Samia (Tanzanie) sous la direction d'Evariste Ndayishimiye (Burundi), il n'y a pas eu de grandes annonces.

Les chefs d'Etat ont ordonné le cessez-le-feu immédiat par toutes les parties et aux chefs des forces de défense de se réunir dans une semaine pour établir de nouveaux délais pour le retrait des groupes armés et de

recommander la matrice de déploiement approprié. De son côté, le gouvernement de la RDC rassure que le mandat de la Force régionale est sans équivoque « offensif », conformément aux Communiqués des trois Conclaves des Chefs d'État de l'EAC d'avril et juin 2022 à Nairobi, ainsi que du Communiqué final du Minisommet de Luanda. Le Ministre des Affaires étrangères, Christophe Lutundula, le dit dans un communiqué rendu public ce dimanche 5 février 2023.

A cet effet, Kinshasa rappelle la Force régionale Est-Africaine à l'ordre. Le Commandant kenyan de la Force régionale Est-Africaine a été rappelé à l'ordre par le Président Félix Tshisekedi quant à ce, en marge du Sommet extraordinaire de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) tenu à Bujumbura (Burundi) sur la situation sécuritaire en République démocratique du Congo (RDC). « Vous n'êtes pas venus soutenir le M23. Et c'est très dommage que la population s'en prenne à vous. Vous êtes venus pour nous aider, vous n'êtes pas venus pour avoir des problèmes. Donc soyez vraiment attentifs à ça. Répondez aux questions de la population, communiquez avec la population », a indiqué le Chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, mécontent du comportement de ses troupes sur le terrain des opérations. Ce rappel est intervenu immédiatement après le Sommet extraordinaire au cours duquel les Chefs d'Etat Ndayishimiye (Burundi), Tshisekedi (RDC), Museveni (Ouganda), Kagame (Rwanda), Ruto (Kenya) et Suluhu (Tanzanie) ont constaté la non-exécution, par les troupes du M23/RDF, de la Feuille de route de Luanda, et exigé de la Force régionale un nouveau chronogramme, pour leur retrait de la RDC.

« On a responsabilisé les chefs d'état-major des armées des pays membres de la Communauté d'Afrique de l'Est pour faire un nouveau chronogramme qui va permettre très rapidement à ce que le M23 et le Rwanda exécutent ce qu'on avait convenu, et que les choses aillent mieux », a déclaré, à l'issue de la rencontre, le vice-Premier ministre congolais en charge des Affaires

étrangères, Christophe Lutundula, qui a accompagné le Président de la République à ce sommet. « Ils ont insisté particulièrement sur la nécessité de la cessation des hostilités, particulièrement du côté du M23, et son retrait comme convenu, de manière que les Congolais qui sont des déplacés de guerre reviennent à leurs domiciles », a-t-il précisé.

L'ancien Premier ministre rwandais, Faustin Twagiramungu désapprouve fermement les velléités expansionnistes de l'actuel homme fort de Kigali, Paul Kagame, accusé de parrainer des groupes armés afin de balkaniser la RDC dans sa partie orientale.

En exil, le leader du parti « Initiative du rêve rwandais (RDI) » a révélé les vraies ambitions du président rwandais à travers son soutien matériel et humain aux forces négatives qui tuent, pillent et occupent des territoires dans l'Est de la RDC. Selon Twagiramungu, « le rêve de Paul Kagame est de détacher la République démocratique du Congo de sa province du Nord-Kivu par une guérilla dite M23 ». La province du Nord-Kivu est riche en « Or, Cassiterite, wolfram, (Coltan) Colombo-tantalite, niobium, saphir, monazite, Béryl ». Depuis plus de deux décennies, cette région est dans l'instabilité à cause de l'activisme des groupes armés soutenus principalement par le Rwanda.

Cependant, l'ancien chef de l'exécutif rwandais estime que l'objectif de Kagame ne sera jamais atteint. « La suite lui serait un cauchemar », dit-il car, souligne Faustin Twagiramungu, « aujourd'hui, le peuple congolais uni, conscient d'un avenir meilleur, il n'admettrait pas la perte de sa province si riche au profit d'un autre pays ».

João lourenço, Président de l'Angola n'est pas sûr de la mission des forces de l'EAC sur le territoire de la République Démocratique du Congo. Il a même demandé à son homologue congolais Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo de quitter cette organisation. « Si j'ai un conseil à donner au président Félix tshisekedi,

c'est de sortir de l'organisation de l'Afrique de l'Est et de demander le départ de l'EAC », a-t-il déclaré. Il a renchéri en indiquant que cette force risque de se retourner contre lui, et ce, pour le plus grand malheur du peuple congolais. Pour le président angolais qui possède l'une des armées les plus fortes en Afrique, Félix Antoine Tshisekedi devrait désormais investir dans l'armée congolaise maintenant que son pays n'a plus d'embargo concernant l'achat des armes.

Il a conclu en soulignant que le président Tshisekedi devrait également renouer avec son prédécesseur Joseph Kabila. Cela est d'autant bon que ce dernier, fort de ses 18 ans au pouvoir en RDC a plus d'expertise et de cohésion sur la question de l'intégrité territoriale. Pour lui, Joseph Kabila a énormément d'expérience militaire et politique qui pourrait être cruciale pour le pays.

Une opinion se demande si Félix Antoine Tshisekedi peut aller consulter son prédécesseur conformément au vœu exprimé par le président angolais. Une autre opinion estime que, si cela va pour l'intérêt de la RDC, les deux personnes qui ont surpris le monde en procédant à la passation pacifique et civilisée du pouvoir, devraient échanger autour de la question.

La sénatrice Francine Muyumba a initié, depuis quelques jours, une pétition au Sénat pour exiger la convocation de la session extraordinaire afin d'examiner la situation sécuritaire dans l'Est de la RDC. Elle a affirmé, au cours d'une interview mercredi 8 février 2023, que cette session aura pour but de mettre fin à l'Etat de siège et exiger au gouvernement de doter l'armée des moyens conséquents pour vaincre l'ennemi, comme en 2013.

« Je refuse d'être réduite au silence au moment où mes frères et sœurs dans l'Est du pays meurent et d'autres ne dorment plus. Le Parlement doit se réunir et prendre des positions claires, notamment sur la force régionale de l'EAC, l'Etat de siège et la situation de nos FARDC.

Nous pouvons renoncer à nos avantages, car il nous faut des sacrifices en interne pour vaincre l'ennemi. Il est question de nous réunir et nous prononcer clairement sur cette situation sécuritaire chaotique de la partie orientale de notre pays », a fait savoir Francine Muyumba.

Le président de l'Assemblée nationale, Christophe Mboso, a tenu, mercredi 08 février 2023, à Kinshasa, une réunion avec le ministre de la Défense et anciens combattants sur la question relative à l'inactivité de la Force régionale de l'EAC (Communauté des États de l'Afrique de l'Est) face au M23.

Au sortir de cette réunion, le numéro un de la chambre basse du Parlement a fait savoir qu'il demandera au chef de l'État de prendre la décision qui s'impose si cette Force n'aide pas la RDC face à l'agression rwandaise via le M23, dont elle est victime. « (...) S'agissant de la Force régionale qui se trouve à Goma, nous, au nom de la représentation nationale, (...) si dans un délai raisonnable, la Force régionale n'arrive pas à nous soutenir contre l'agresseur et que ses soldats se complaisent à soutenir ou à aider nos ennemis, nous demanderons au commandant suprême des Forces armées qui est le président de la République, chef de l'État, de prendre la décision qui s'impose », a-t-il dit.

Quatre jours après la tenue du 20^{ème} sommet extraordinaire des chefs d'État de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) sur la situation sécuritaire dans l'Est de la RDC, le président rwandais, accusé par le gouvernement congolais d'être le parrain des rebelles du M23, a affirmé que la RDC ne respecte pas la plupart des accords qu'il a signés.

Au cours d'un échange mercredi 8 février 2023 avec les diplomates accrédités au Rwanda, Paul Kagame, qui refuse à nouveau que son pays puisse porter la responsabilité de la crise sécuritaire dans la partie orientale du pays de Félix Tshisekedi, a fustigé l'attitude de la communauté internationale consistant,

selon lui, à blâmer le Rwanda au lieu de demander directement aux autorités congolaises de résoudre la problématique des groupes armés, perpétuée par le non-respect des accords. « Quand vous dites que vous suivez vos propres intérêts et pensez que vous avez un accord avec Kinshasa, la plus grande erreur que vous commettez est que cette personne a rompu des dizaines d'accords avec d'autres et vous pensez qu'il les honorera ! La dernière fois que nous avons parlé à Bujumbura, le président Tshisekedi était là, nous avons discuté de toutes les manières dont il était impliqué dans les discussions, puis nous avons publié une déclaration expliquant brièvement à la population ce dont nous avons discuté et ce qui devrait suivre. L'annonce a été lue mais le lendemain à Kinshasa, ils ont lu une annonce différente de celle de Bujumbura. Alors quand tu me dis que la plupart d'entre nous et d'autres qui sont loin d'ici ne comprennent pas ou ne voient pas tout ça ? », a déclaré le chef de l'Etat rwandais. « Je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour que l'histoire des FDLR et du génocide ne revienne plus ».

Les propos de Paul Kagame contre Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo sur la situation sécuritaire dans l'Est de la RDC n'ont pas laissé indifférent le Ministre congolais de la communication et médias, Patrick Muyaya Katembwe sans réaction. Dans un Briefing, Patrick Muyaya a recadré le président Kagame sur ses propos qui ne reflètent nullement la réalité. Pour le porte-parole du gouvernement congolais, il est de coutume maintenant que le président Kagame justifie massacres de ses troupes en RDC. "Le communiqué de Luanda a été porté par la communauté internationale comme la voix qui va nous permettre de régler le problème dans la durée...Nulle part dans le document de Bujumbura, on a fait mention du communiqué de Luanda.", a-t-il expliqué. "Aujourd'hui, il existe une feuille de route pour régler le problème de la sécurité dans l'Est de la République Démocratique du Congo... Les propos de Kagame, c'est du classique. Les propos qu'il tient c'est pour essayer de justifier son agenda caché qui vise à maintenir l'Est de la RDC dans

l'instabilité", a-t-il poursuivi. "Ce sont des agitations qui lui permettent de continuer à causer du tort. La justice s'occupera de lui prochainement", a conclu le Ministre de la Communication et médias.

De son côté, la coalition Lamuka exige le retrait de la RDC de la communauté des Etats de l'Est. Cette communication de la plateforme politique de l'opposition fait suite à la situation sécuritaire préoccupante dans l'Est de la RDC causée par les massacres des populations par les terroristes du M23 soutenus par le Rwanda. Selon Prince Epenge, l'un des communicateurs de Lamuka et président de l'Action pour la Démocratie et le Développement du Congo (ADD Congo), le chef de l'Etat Félix Tshisekedi de ne devrait pas tenir un discours flou aux Comores. " Le Congo ne fait pas la guerre, mais défend l'intégrité territoriale", fait remarquer Mr Epenge visiblement déçu du discours du chef de l'Etat. "C'est un très mauvais signal qu'il envoie aux voisins dont quatre ont toujours des velléités expansionnistes. Félix Tshisekedi devrait retirer sa signature de la charte de l'EAC. Lamuka estime le Congo ne peut compter que sur une aide de la SADC et de la CIRGL au sein desquelles il a vocation de rayonner.

Le Secrétaire permanent adjoint du Parti du Peuple pour la Reconstruction et la Démocratie (PPRD), Ferdinand Kambere a exprimé sa colère concernant, dit-il, l'occupation d'une partie du territoire congolais, terre de ses ancêtres par des armées étrangères. Au cours d'un entretien téléphonique accordé à dépêche.cd, cet ancien député national affirme que les accords signés sous l'actuel régime, en rapport avec la situation sécuritaire, constituent une haute trahison. Ce, notamment, celle en rapport avec l'adhésion de la RDC à l'East community Africa (EAC), qu'il qualifie d'accord de malheur.

La formation politique Nouvel Elan de Muzito trouve anormal qu'au moment où les Forces armées de la République démocratique du Congo se battent contre

l'agression rwandaise, ougandaise et les forces de l'EAC, que le chef de l'État se rende complice à travers ses propos démobilisateurs qui frisent une fois de plus la trahison. Pour le parti Nouvel Élan, en déclarant tout haut qu'il ne fera pas la guerre contre les agresseurs de la RDC, le président de la République accepte implicitement que les populations congolaises de l'Est soient violées, chuchotées, massacrées et dépouillées de leurs terres.

La communauté Tutsi vivant en RDC s'insurge contre les velléités des rebelles du M-23 soutenus par le Rwanda qui justifient leur guerre imposée à la RDC notamment par la protection de la communauté Tutsi Congolais. Selon le Ministre des Infrastructures et Travaux publics Alexis Gisaro, cette communauté n'a rien demandé de tel au pays de Paul Kagame. « Il y a des gens qui veulent se faire porte-parole de notre communauté, alors que nous-mêmes, nous n'avons rien demandé à personne. Nous n'avons pas invité le Rwanda à venir plaider notre cause, encore moins en faisant la guerre à notre pays, parce qu'ils enveniment la situation (...) On doit laisser les Congolais entre eux régler leur problème », a-t-il lancé.

Il sied de préciser que le déploiement de la force régionale de l'East African Community (EAC) a coûté à la République Démocratique du Congo une enveloppe estimée à 100 millions de dollars américains, pour une durée de 6 mois.

3. Forum pour l'Unité, la Cohésion et le Développement du Maniema

Le Forum pour l'unité, la cohésion et le développement des filles et fils du Maniema s'est ouvert le mardi 14 février 2023 à Kindu, chef-lieu du Maniema, sous la facilitation de Mgr François Abeli, évêque du diocèse de Kindu.

Près de 500 personnes originaires du Maniema ont participé à ce forum de deux jours (du 14 au 15 février

2023) qui s'est déroulé dans l'amphithéâtre Mapon de l'université de Kindu pour réfléchir sur la marche de la province en vue de son décollage. Soucieux pour l'unité, la cohésion et le développement des filles et fils de leur province natale, les deux grands notables du Maniema, Emmanuel Ramazani Shadary et Augustin Matata Ponyo Mapon se sont réconciliés.

Cette réconciliation entre les deux frères natifs de Kabambare en froid depuis les élections de 2018 a été rendue possible suite à l'implication du professeur Ngumbi Casimir qui, lors de la cérémonie, a demandé aux deux figures emblématiques du Maniema de se tenir debout, se serrer la main puis des accolades. Il y a lieu de signaler qu'il s'agit du premier fruit du forum pour l'unité, la cohésion et le développement des filles et fils du Maniema.

Environ 500 personnes originaires du Maniema participent à ce forum de deux jours (du 14 au 15 février 2023) qui se déroule dans l'amphithéâtre Mapon de l'université de Kindu pour réfléchir sur la marche de la province en vue de son décollage.

Ce forum s'est tenu sous le thème "Unis par le sort d'être frères et sœurs : demeurons unis dans l'effort pour l'unité, la cohésion et le développement du Maniema".

En séjour à Kindu, chef-lieu du Maniema, Emmanuel Ramazani Shadary, Secrétaire permanent du Parti du Peuple pour la Reconstruction et la Démocratie (PPRD), formation politique chère au Président honoraire Joseph Kabila, a affirmé que les problèmes sont partout au pays et le plus grand parmi eux, c'est Félix Tshisekedi Tshilombo, actuel président de la République démocratique du Congo.

Dans une interview à la presse samedi 11 février 2023, Emmanuel Ramazani Shadary a indiqué que les solutions à ces problèmes sont structurelles, institutionnelles ou des textes. « Il y a des problèmes. Ce n'est pas seulement à Kindu, mais il y a des

problèmes partout et nous savons que les solutions sont structurelles, institutionnelles (...) Il faut toucher les problèmes, c'est institutionnel, c'est structurel, c'est le problème des hommes, c'est le problème de comportement et le problème aussi des textes.

Quand la tête ne marche pas, c'est tout le corps qui souffre, la tête du pays, c'est Félix, c'est lui le grand problème, mais nous venons ici pour parler du problème du Maniema », a déclaré le candidat malheureux à l'élection présidentielle de 2018.

« Le Maniema va encourager les candidatures des enfants du Maniema à la présidence ». Cette déclaration faite par le secrétaire permanent du PPRD, Emmanuel Ramazani Shadary à l'ouverture du forum pour la paix, la cohésion et le développement de cette province, a suscité un grand charivari au sein de la formation politique de l'ancien chef de l'Etat, Joseph Kabila, en perte de vitesse depuis l'échec enregistré à la dernière présidentielle.

L'ancien dauphin de Kabila qui n'arrive pas réorganiser le parti à quelques mois des joutes électorales, préfère exceller dans le repli identitaire. « Nous devons aussi faire peur à d'autres provinces. Si on ne dit rien, on va nous sous-estimer », a-t-il déclaré, provoquant l'indignation de certains cadres du PPRD.

Emmanuel Shadary a, tout de même, bénéficié du soutien de India Omari, un autre cadre de la famille politique de Kabila, qui appelle à dissocier le comportement d'un secrétaire permanent à celui d'une notabilité du Maniema. « ...Monsieur Shadary Ramazani avait été invité n'ont pas comme PPRD mais fils du Maniema et notable localisé dans un coin de la République. Sociologiquement, il faut dissocier un comportement d'un secrétaire permanent à une notabilité, c'est important », a-t-il justifié.

Les propos du secrétaire permanent du PPRD, Emmanuel Shadary continuent à soulever une salve de polémique au niveau de ce parti politique. Dans son speech au forum de l'unité pour la population du Maniema, Ramazani Shadary a appelé les fils et filles du Maniema à faire confiance aux ressortissants de cette province lors des prochaines élections.

Joint par la Radio Top Congo, Ferdinand Kambere, secrétaire permanent adjoint, a appelé les cadres et les militants à l'apaisement pour ne pas céder à la manipulation. Il n'a pas tenu ses propos comme expert secrétaire permanent du PPRD. Je crois qu'il y a eu une extrapolation dans ce qui a été dit. L'on doit tout se retenir et continuer à considérer que le parti PPRD est une personne morale", a-t-il indiqué.

Il sied de signaler que ce parti d'opposition continue à exiger un consensus autour de la composition du bureau de la CENI pour la tenue des élections dans le délai prévu soit à la fin de cette année. Le PPRD a lancé, il y a peu, un message à l'endroit de tous ses cadres et militants pour le boycott des opérations d'enrôlement.

Le projet de l'encercllement du pouvoir par l'opposition semble prendre corps, une semaine après le forum pour l'unité, la paix, la cohésion et le développement de la province du Maniema, qui a notamment débouché sur la réconciliation de Matata Ponyo et Emmanuel Ramazani Shadary.

Les leaders du Maniema Matata Ponyo, Salomon Kalonda et Ramazani Shadary se sont de nouveau rencontrés à Kindu dans le domicile de l'ancien vice-premier ministre chargé de l'intérieur et de la sécurité. Rien n'a filtré de leurs discussions. Mais d'après certaines sources proches de l'ancien locataire de la primature, ces figures politiques ont tablé sur plusieurs questions d'actualité entre autres l'organisation des élections générales prévues en fin d'année.



Le sujet en rapport avec le développement de la province du Maniema était aussi évoqué. Ils ont convenu de coaliser leurs forces et énergies en vue de renverser le pouvoir en place dont le bilan en matière sécuritaire, économique, sociale et même en matière de démocratie laisse à désirer.

Shadary, Salomon Kalonda et Matata Ponyo se préparent d'ores et déjà à l'idée d'une nouvelle offre politique à la tête du pays qui passe inéluctablement par l'organisation des élections transparentes, crédibles et inclusives en République démocratique du Congo.

3. Perspectives politiques et économiques

Sur le plan politique

La présence de groupes armés et de milices rebelles (M23) dans l'Est du pays constitue un défi majeur pour le gouvernement et la communauté internationale. Les agressions des rebelles du M23, soutenus par le Rwanda, aggravent la situation, entraînant de nombreux décès et des déplacements massifs de population.

Cette situation s'est produite dans un contexte électoral, où le processus d'inscription des électeurs venait d'être lancé. Le conflit en cours dans l'est du pays pourrait mettre en péril le processus électoral, et l'opinion s'inquiète de son caractère inclusif et de sa crédibilité. La décision du gouvernement de demander un soutien militaire à la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) pour ramener la paix dans l'est du pays a également suscité la controverse.

En effet, l'opposition politique de la RDC avait formellement mis en garde le gouvernement contre tout choix risqué dans le sens d'un recours à l'armée de l'EAC. L'opposition avait fait valoir que l'EAC est composée d'États membres hostiles à la RDC et que, par conséquent, le déploiement de l'armée de l'EAC dans la zone de conflit pourrait avoir des conséquences négatives pour le pays.

Malgré ces préoccupations, le gouvernement de la RDC a ratifié le traité d'adhésion à l'EAC et a demandé le déploiement de l'armée de l'EAC dans la zone de conflit. Cependant, à ce jour, l'armée de l'EAC s'est avérée incapable de ramener la paix et impuissante face aux rebelles du M23.

Le conflit en cours dans l'Est du pays et le déploiement de l'armée de l'EAC ont des implications importantes pour les perspectives politiques de la RDC. A cet égard, il est essentiel d'examiner l'impact du conflit sur le processus électoral et les effets possibles sur le basculement de la majorité au parlement, le

remaniement gouvernemental ou le dialogue politique pour résoudre tous ces problèmes.

Ce conflit soulève un questionnement sur la poursuite ou non du processus électoral qui dorénavant est sujet à des critiques importantes sur son inclusivité et sa crédibilité. En effet, les occupations progressives des localités par le M23 ainsi que les affrontements répétés avec l'armée régulière ont entraîné le déplacement de milliers de personnes, dont beaucoup pourraient ne pas être en mesure de participer au processus électoral en raison de leur déplacement. De plus, le conflit a créé une atmosphère de peur et d'intimidation qui pourrait dissuader les gens de participer au processus électoral.

Par ailleurs, le conflit a également soulevé des questions quant à la capacité du gouvernement à organiser des élections libres et équitables. Le fait que le gouvernement ait eu recours à une intervention militaire pour régler le conflit au lieu de rechercher une solution pacifique et diplomatique a suscité des doutes quant à son engagement envers la démocratie et les droits de l'homme.

Si le conflit persiste, il pourrait compromettre davantage le processus électoral et soulever des questions sur la légitimité du gouvernement. Cela pourrait entraîner une instabilité politique accrue et la possibilité de violences.

Ainsi, ce conflit pourrait également avoir des répercussions importantes sur la majorité parlementaire. En effet, la décision du gouvernement de demander un soutien militaire à l'EAC a suscité la controverse et pourrait entraîner une perte de soutien pour le parti au pouvoir. L'opposition pourrait tirer parti de la décision du gouvernement et l'utiliser pour mobiliser des soutiens et créer une dynamique en vue des prochaines élections. En effet, il y a lieu de noter



que la guerre dans l'Est a également rendu difficile pour le gouvernement de fournir des services de base à la population, ce qui a entraîné un mécontentement et une colère généralisés parmi l'électorat.

Cette situation pourrait conduire au remaniement gouvernemental ou l'organisation du dialogue politique pour résoudre les problèmes du pays. Le gouvernement pourra donc entamer des discussions avec l'opposition, les groupes de la société civile et d'autres parties prenantes pour tenter de trouver une solution.

En outre, le conflit pourrait également conduire à un réalignement des alliances politiques dans le pays.

Sur le plan économique

Depuis plusieurs années, RDC fait face à des défis économiques importants. Ces défis sont nombreux et complexes. Au fil de temps, la situation n'a fait que s'empirer. A l'issue de ce mois de février 2023, les perspectives économiques de la RDC demeurent sombres. Pour s'en rendre compte, il suffit de se concentrer sur les défis auxquels le pays est actuellement confronté.

Tout d'abord, il est important de reconnaître que le conflit actuel avec les milices rebelles dans l'est du pays (M23) est un obstacle majeur au développement économique. Ce conflit a entraîné le déplacement de millions de personnes, la destruction des infrastructures et la perturbation de l'activité économique. Il a également créé un sentiment d'insécurité qui a découragé les investissements étrangers et entraîné une baisse des investissements nationaux. Tant que ce conflit ne sera pas résolu, il sera difficile pour la RDC d'atteindre une croissance économique soutenue.

Deuxièmement, la dépréciation de la monnaie nationale est un autre défi important auquel la RDC est confrontée. Le franc congolais a perdu de sa valeur par rapport aux principales devises ces dernières années, ce qui a entraîné une inflation et une baisse du pouvoir d'achat de la population. Cela a entraîné une baisse

des dépenses de consommation et une réduction de l'activité économique. Le gouvernement doit prendre des mesures pour stabiliser la monnaie et empêcher une nouvelle dépréciation.

Troisièmement, les tensions politiques qui pourraient surgir du processus électoral que la plupart d'acteurs politiques qualifient de non crédible menacent de saper la stabilité économique. De plus, ces tensions politiques pourraient créer un sentiment d'incertitude quant à l'orientation future du pays. Cette incertitude pourra décourager les investissements et créé un climat d'instabilité qui rend difficile la planification de l'avenir pour les entreprises.

Quatrièmement, la poursuite de l'invasion russe en Ukraine a créé une incertitude quant à l'approvisionnement en énergie et en produits agricoles, avec des conséquences négatives sur la dynamique des prix de ces produits. La RDC est un pays qui dépend fortement des importations de produits énergétiques et agricoles, et toute perturbation de l'approvisionnement de ces produits peut avoir un impact significatif sur l'économie. Le gouvernement doit développer des plans d'urgence pour s'assurer que le pays a accès à ces produits essentiels même en cas de perturbation de l'approvisionnement.

Cinquièmement, la corruption et le détournement de fonds publics sont très répandus en RDC, ce qui a créé un sentiment de désillusion au sein de la population. La corruption nuit au développement économique en détournant les ressources des utilisations productives et en réduisant l'efficacité des programmes gouvernementaux. Le gouvernement doit prendre des mesures décisives pour lutter contre la corruption et restaurer la confiance de la population dans les institutions gouvernementales.

Enfin, les inégalités croissantes au sein de la population sont le précurseur d'une détérioration des conditions de vie de la population, retardant ainsi la réalisation des ODD à l'horizon 2030. La RDC est un pays qui se caractérise par des niveaux élevés de pauvreté et d'inégalité, et ces facteurs contribuent aux troubles

sociaux et à l'instabilité politique. Le gouvernement doit prendre des mesures pour réduire les inégalités et promouvoir une croissance économique inclusive.

Malgré ces défis, il existe des signes positifs pour l'avenir de l'économie de la RDC. Le pays est riche en ressources naturelles, notamment le cuivre, le cobalt et les diamants, qui ont le potentiel de stimuler la croissance économique. Le gouvernement a également pris des mesures pour libéraliser l'économie et promouvoir les investissements étrangers, ce qui pourrait conduire à une augmentation de l'activité économique dans le pays.

Afin de libérer le potentiel de l'économie de la RDC (ses ressources minérales, ses terres fertiles, sa situation stratégique en Afrique centrale, etc.), le gouvernement devrait prendre des mesures décisives et entreprendre des réformes idoines. Il s'agirait essentiellement de :

i. Améliorer l'environnement des affaires :

La RDC est mal classée dans l'indice de facilité de faire des affaires, ce qui freine les investissements et la croissance économique. Le gouvernement doit rationaliser les procédures de création et d'exploitation des entreprises, réduire la bureaucratie et la corruption, et créer un cadre réglementaire stable.

ii. Le développement des infrastructures :

Les infrastructures du pays sont sous-développées et en mauvais état, avec des réseaux routiers inadéquats, une alimentation électrique limitée et des systèmes de communication médiocres. Le gouvernement doit donner la priorité au développement des infrastructures pour soutenir la croissance économique, notamment en améliorant les réseaux routiers, en construisant de nouveaux aéroports, ports maritimes et chemins de fer, et en élargissant l'accès à l'électricité.

iii. Encourager la valeur ajoutée : Les ressources minérales de la RDC sont principalement exportées sous forme brute, ce qui entraîne une faible valeur ajoutée et une création d'emplois limitée. Le gouvernement devrait encourager la valeur ajoutée, promouvoir la transformation locale des minéraux et soutenir les petites et moyennes entreprises (PME) pour créer des emplois et augmenter les exportations.

iv. Améliorer la productivité de l'agriculture :

L'agriculture est l'épine dorsale de l'économie de la RDC, mais la productivité est faible en raison des mauvaises pratiques agricoles, de l'accès limité aux intrants et du manque de services de vulgarisation. Le gouvernement doit investir dans la recherche agricole et les services de vulgarisation, fournir des subventions aux agriculteurs, et améliorer l'accès au crédit et aux marchés pour stimuler la productivité.

v. Améliorer l'éducation et les compétences :

Le capital humain de la RDC est sous-développé, avec de faibles taux d'alphabétisation et des compétences limitées. Le gouvernement devrait donner la priorité à l'éducation et au développement des compétences pour créer une main-d'œuvre qualifiée et attirer les investissements.

vi. Renforcer la gouvernance et la responsabilité :

La corruption et la mauvaise gouvernance sont des obstacles majeurs à la croissance économique en RDC. Le gouvernement doit prendre des mesures pour renforcer la gouvernance et la responsabilité, notamment en appliquant les lois anti-corruption et en améliorant la transparence des marchés publics et de la collecte des recettes.

En prenant ces mesures décisives, le gouvernement peut exploiter pleinement le potentiel économique de la RDC et créer un pays plus prospère et plus stable.

DIFFERENTES PUBLICATIONS DE CONGO CHALLENGE

1. REVUE CONGO CHALLENGE (LE SEMESTRIEL)

Le Semestriel (Revue Congo Challenge) est un périodique scientifique complètement désintéressé, publié chaque semestre, avec pour objectif principal de promouvoir des études scientifiques visant à contribuer à l'avancement des connaissances en sciences économiques et à offrir aux opérateurs économiques ainsi qu'aux décideurs politiques, un ensemble des recettes susceptibles d'éclairer leur prise de décision ou de justifier suivant une base scientifique avérée leur prise de décision.



2. BULLETIN QUADRIMESTRIEL

La présente publication paraît chaque trimestre et offre un aperçu général et précis sur les évolutions économique et politique au niveau national, régional et mondial. Il permet au lecteur d'ajuster ses prévisions en fonction des évolutions observées ou de faire des anticipations tenant compte du paquet d'informations disponibles.



3. LE MENSUEL

La présente publication paraît chaque mois, elle offre un aperçu factuel des indicateurs économiques et présente les faits saillants ayant caractérisé la situation politique mensuelle du pays.



4. RAPPORTS ANNUELS



MODULES D'INTERVENTION DE CONGO CHALLENGE

1. Formation
2. Assistance
3. Conseil
4. Lobbying
5. Réalisation des études
6. Organisation des conférences
7. Appui au management de qualité
8. Appui à la conception des programmes économiques du gouvernement
9. Appui aux politiques de mobilisation des recettes publiques
10. Appui stratégique aux gouvernements dans le suivi-évaluation des programmes économiques
11. Contrôle-qualité des travaux

LES VALEURS DE CONGO CHALLENGE

Congo Challenge croit aux valeurs cardinales dont il se veut le véhicule.
Ces valeurs reposent sur :

- L'abnégation ;
- Le sacrifice ;
- Le travail acharné.

Aussi, les ambitions du Think tank sont traduites à travers trois vertus
que sont :

- L'éthique ;
- La morale ;
- La bonne gouvernance.

Comment tenir en laisse une bande de « nègres » ?

Tu isolas les plus vaillants en les diabolisant et tu promeus les plus médiocres en leur octroyant des privilèges indus. Conscient de cette escroquerie, ces derniers seront encore plus agressifs envers les premiers pour préserver leurs privilèges.

Dixit Machiavel

ÉVOLUTION DE LA SITUATION
ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE EN RÉPUBLIQUE
DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Le Mensuel Numéro 70

Publié en Mars 2023

Mars 2023. Copyright © CongoChallenge2023
364, Boulevard du 30 juin, Immeuble Kiyo ya Sita, 5ème étage, local 501,
Kinshasa/Gombe, RD Congo +243 812763003

www.congochallenge.cd/info@congochallenge.cd